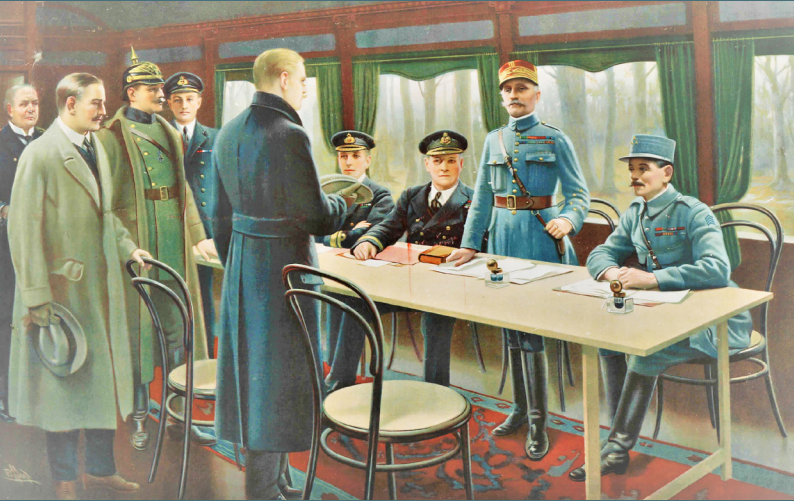




DE L'ARMISTICE AU TRAITÉ DE VERSAILLES

La fin d'un cauchemar
et un futur en question



YERRES 

LES ANNÉES 1917 ET 1918

L'ARMISTICE

Ont participé à la préparation et à la rédaction de ce livret les membres de la Société d'Histoire d'Yerres : Gilles Baumont, Michel Berrier, André Bourachot, Marie Duchet, Véronique Gossiôme-Roncin, Didier Leroy, Michel Mella, Monique Patron, René Schneider, Alain Senée, Didier Simmonet, Jean-Pierre Toussaint.

Ce document n'aurait pu voir le jour sans le concours matériel de la municipalité : élus, cabinet, services culturels, relations publiques et communication.

L'iconographie provient de la documentation personnelle des membres de la SHY et des organismes suivants : *Library of Congress*, *Imperial War Museum*, *Bundesarchiv*, *la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine*, *la Bibliothèque Numérique et Europeana*.

EDITO MAIRE

Cette année 1918 verra la fin du conflit qui, jusqu'au 11 novembre 1918, aura duré quatre ans, trois mois, deux semaines. L'année n'avait pourtant pas bien commencé avec la fin de la résistance russe et le retour sur le front ouest de la plupart des unités allemandes qui avaient combattu à l'est, laissant présager une action d'envergure pour en terminer avec la guerre. La plus grande partie de la toute jeune armée américaine était encore à l'entraînement de l'autre côté de l'Atlantique et les peuples de l'Entente : Français, Anglais, Serbes, Belges étaient épuisés par la guerre. Aux pertes humaines subies par les populations, tant sur le front qu'à l'arrière, s'étaient ajoutées les restrictions alimentaires et les pénuries de toutes sortes.

En 1918, nul ne pouvait prévoir la fin du conflit dans les prochains mois. C'est pourtant cette année-là qu'allait se conclure un armistice qui, certes, ne mettait pas fin à la guerre comme l'aurait fait un traité de paix en bonne et due forme, mais allait faire cesser ce qu'un auteur a appelé une guerre civile européenne.

Commençons par revenir sur l'année 1917 pour bien comprendre ce que sera 1918.

SOMMAIRE

I LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE 1917

- 11 Clemenceau
- 12 La révolution russe
- 13 L'offensive de la Malmaison
- 14 Les mutineries
- 15 L'entrée en guerre des États-Unis

II LA FIN DE LA GUERRE ET LA MARCHÉ À L'ARMISTICE

- 21 Les offensives allemandes de 1918
- 22 Le commandement unique, Foch
- 23 La contre-offensive alliée
- 24 L'armistice
- 25 Les innovations militaires de la guerre

III LE CONFLIT À YERRES ET EN SEINE-ET-OISE

- 31 Yerres, un village dans la guerre
- 32 Les Yerrois mobilisés dans la Grande Guerre
- 33 Les restrictions alimentaires dans le département de Seine-et-Oise
- 34 Les hôpitaux auxiliaires du Gouvernement militaire de Paris
- 35 La protection des familles et le travail des femmes
- 36 Nénette et Rintintin
- 37 La Nation reconnaissante aux morts pour la France et aux anciens combattants
- 38 La vie continue

-I-

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE 1917

*Cinq événements majeurs
vont marquer l'année 1917 :
l'arrivée de Clemenceau au pouvoir,
la Révolution russe,
la déclaration de guerre des USA à l'Allemagne,
la grande et désastreuse offensive de 1917
suivie de ce que l'historiographie a appelé
les mutineries.*

CLEMENCEAU



Clemenceau jeune
par Manet.

Clemenceau, le « *Père la victoire* », comme il a été rapidement surnommé dès la fin de la guerre, est un homme politique français né à Mouilleron-en-Pareds en Vendée le 8 septembre 1841 dans une famille ardemment républicaine, notamment par son père, athé, qui aura une grande influence sur lui. Il obtient le baccalauréat en 1858 et s'inscrit à l'école de médecine de Nantes. Il obtient le titre de docteur en médecine en mai

1865. A la suite d'une déception amoureuse, il s'expatrie aux USA en 1865 où il se marie avec une américaine Mary Plumer qui lui donnera trois enfants. Revenu en France en 1869, il vit les dernières années du Second Empire. Il participe à la journée du 4 septembre 1870 et à la création du Gouvernement de la Défense Nationale, Arago le nomme maire du XVIII^e arrondissement (Montmartre) où il sera témoin de la Commune de Paris.

Homme de grande culture, amoureux de la civilisation grécolatine, il parle l'anglais après son séjour américain (ce qui lui sera bien utile au moment des négociations du Traité de Paix), voyage autour du monde et écrit une dizaine d'ouvrages sur des sujets divers.

Élu député radical en 1875, il restera un des caciques de l'Assemblée. Craint par sa faconde et la rudesse de ses propos, il devient un tombeur de gouvernement qu'il n'épargne jamais lors de ses apparitions à la tribune, toujours attendues et... redoutées. Il sera l'adversaire politique d'à peu près tous les parlementaires



Clemenceau sur le front à Noyon détruit en octobre 1918.

de cette fin du XIX^e siècle : Gambetta, Jules Ferry (sur les questions coloniales), etc.

En pointe dans la lutte anticléricale et antireligieuse, il appuiera toutes les lois visant à laïciser la République, à séparer l'Église de l'État. Pendant l'affaire Dreyfus, il sera l'un des défenseurs de Dreyfus et c'est son journal *l'Aurore* qui publiera le célèbre « *j'accuse* » d'Émile Zola.

Son caractère et son jusqu'au-boutisme l'éloignent des combinaisons ministérielles et ce n'est qu'en mars 1906, à 65 ans, qu'il obtient un premier ministère, celui de l'Intérieur où il réprimera sévèrement les grèves. Le 25 octobre 1906, il devient, enfin, président du Conseil et il est confronté à de nombreux conflits sociaux, notamment dans notre région à Draveil, Vigneux et Villeneuve-Saint-Georges où le sang va couler.

Il quitte le pouvoir en 1909 après y être resté trois ans ce qui fait de sa présidence une des plus longues de la III^e République. Arrivent la guerre et l'Union sacrée proclamée par Poincaré qu'il déteste. Il refuse d'entrer dans les combinaisons ministérielles, ne désirant qu'une chose, la présidence du Conseil ou rien. Dans ses journaux *L'homme libre*, puis *L'homme enchaîné*, il fustige militaires et civils soupçonnés de ne pas être assez combatifs et de vouloir faire une paix de compromis avec l'Allemagne. Il sera particulièrement acerbe avec Briand qu'il surnommera « *le voyou de passage* ». Finalement, le 16 novembre 1917, à 76 ans, il devient à nouveau président du Conseil à la demande de Poincaré qui n'avait plus que deux solutions : Clemenceau pour continuer la guerre jusqu'à la victoire ou Caillaux partisan d'une paix de compromis.



Clemenceau et Pershing en grande conversation.

Nous allons le voir à l'œuvre dans la suite de cette exposition. Le personnage est inclassable, invivable par temps calme ; il joue avec les hommes comme il joue avec les choses. Mais c'est l'homme des tempêtes et là, sa faconde, sa volonté, sa détermination font merveille. Clemenceau a éprouvé la France jusqu'en 1917 ; après cette date, il l'a sauvée !

Il mourra en 1929.

Il sera accusé d'avoir moins bien fait la paix que la guerre



et notamment il aura avec Foch des démêlés sur les conditions à imposer à l'Allemagne pour assurer dans le temps la sécurité de la France. Pour Foch, il fallait maintenir une garde au Rhin, faute de quoi la paix ne serait qu'un armistice de vingt ans, ce qui se révélera malheureusement exact. Mais Clemenceau a dû composer avec nos alliés et associés anglo-saxons qui avaient une toute autre vision de l'Europe d'après-guerre. ■

LA RÉVOLUTION RUSSE



Le Tsar Nicolas II avec sa famille.

Depuis longtemps l'empire des Romanov est soumis à des mouvements révolutionnaires qui se traduisent par des attentats contre la personne du Tsar, attentats toujours réprimés avec vigueur, dont la moindre des sanctions est l'exil lointain en Sibérie. La révolution de 1905, après la défaite de l'armée russe contre le Japon, avait failli entraîner la chute de la dynastie et, depuis cette date, l'agitation est récurrente malgré les quelques réformes mises en place. La Russie, un de nos premiers et plus fidèles alliés depuis 1892, a mené une guerre difficile contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Fin 1916, elle est exsangue et l'agitation révolutionnaire, déjà marquée avant la guerre, au sein d'un prolétariat

industriel, notamment à Saint-Pétersbourg, se répand à travers le pays, y compris dans les forces armées. L'armée est épuisée par les pertes, humaines d'abord, mais aussi par le manque d'équipements militaires qu'une industrie insuffisamment productive a du mal à renouveler. La population souffre au cours d'un hiver particulièrement rigoureux de la faim et du froid alors que les restrictions alimentaires affaiblissent son moral. Au mois de février, des grèves plus ou moins spontanées se déclenchent à Saint-Pétersbourg et le pouvoir perd le contrôle de la situation alors que les unités militaires stationnées dans la capitale se joignent aux révoltés. C'en est fini des Romanov, le tsar abdiquera le 2 mars 1917. C'est un gouvernement de libéraux qui prend les rênes ; il sera remplacé en juillet par un gouvernement socialiste avec à sa tête Kerenski.



La révolution bolchevique d'octobre 1917.



En novembre 1917, on creuse des tombes près du Palais d'Hiver à Saint-Petersbourg.

L'agitation persiste et de nombreux groupes, socialistes, menchéviks, bolcheviks, socialistes révolutionnaires dont les revendications sont à peu près similaires (partage des terres et paix immédiate) s'affrontent dans une situation générale qui reste explosive.

Le gouvernement de Kerenski a rappelé son engagement aux côtés des alliés et, comme cela avait été prévu à Chantilly en décembre 1916, lance sa dernière offensive. C'est un échec sanglant et la troupe déserte en masse, craignant que le partage des terres se fasse sans elle.

Lénine revenu de Suisse à travers l'Allemagne, se montre avec Trotski le plus organisé et le plus déterminé. Il prend le pouvoir après le dernier soubresaut révolutionnaire de la Révolution d'octobre qui démarre dans la nuit du 24 au 25 octobre 1917. C'en est fini de l'alliance russe et la paix signée avec l'Allemagne



Fusillade sur la perspective Nevski le 4 juillet 1917.

par Lénine à Brest-Litovsk le 3 mars 1918 va libérer des forces allemandes qui pourront se retourner contre les franco-anglais sur le front ouest. ■

L'OFFENSIVE DE LA MALMAISON

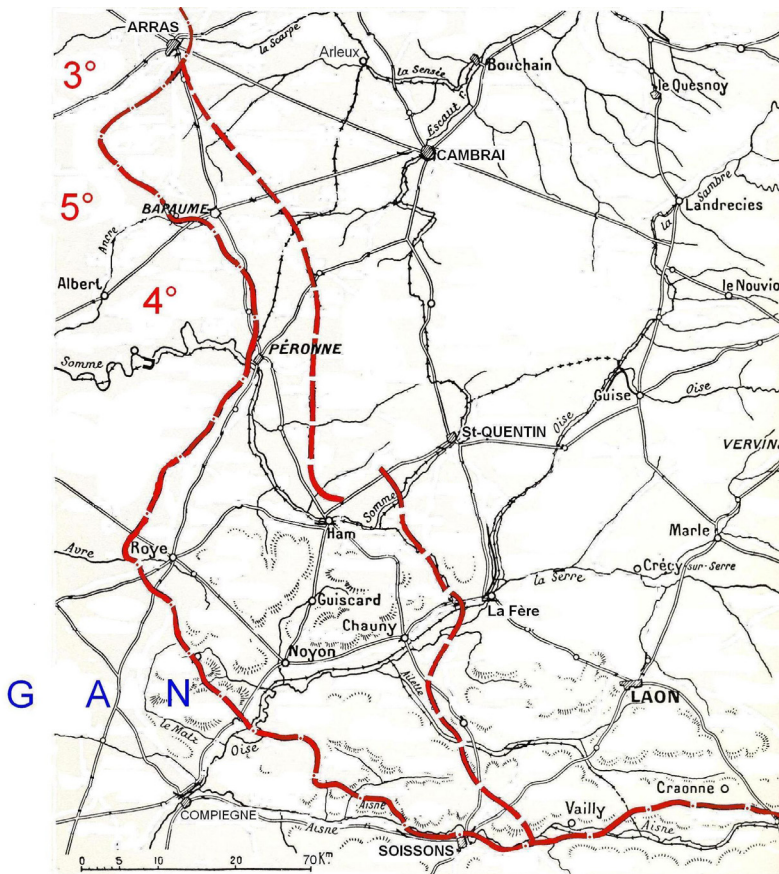


Le général Nivelle.

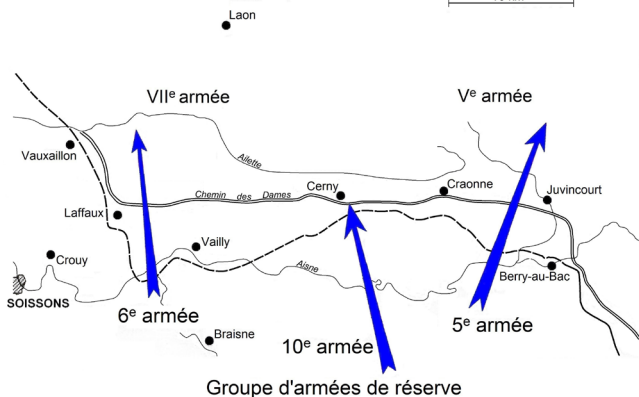
Fin 1916, alors que Joffre est encore généralissime des armées françaises, se sont réunis à Chantilly, siège du Grand Quartier Général, les représentants des chefs des armées alliées : Grande-Bretagne, Russie, Italie pour planifier les opérations de 1917. On se met d'accord pour lancer une grande offensive franco-britannique en France le plus tôt possible, dès le début de l'année 1917, sur un front étendu entre Arras et Soissons. Les armées alliées russe et ita-

lienne, chacune de leur côté, lanceront des offensives sur leur front respectif dans le but d'empêcher les Allemands de rameuter leurs forces sur le front ouest.

Ces prévisions vont être bousculées par différents événements. Joffre est, à son tour, limogé fin décembre 2016 et est remplacé par Nivelle, lequel amène avec lui ce qui semble être une nouvelle façon de faire la guerre qui lui a permis de reprendre les forts de Verdun : préparation d'artillerie courte, mais violente, et mise en place d'un barrage roulant d'artillerie accompagnant les fantassins en se déplaçant d'une centaine de mètres toutes les trois à quatre minutes.



Le retrait allemand Alberich.



Les Allemands ne vont pas « *jouer le jeu* ». Épuisés par la bataille de la Somme l'année précédente, ils vont raccourcir leur ligne de front, donc économiser des effectifs et se retrancher plus à l'est sur des lignes de défense solidement installées, la position Hindenburg. C'est ce que l'histoire de la guerre appelle le retrait *Alberich* (voir ci-dessus) ; il va intervenir entre février et mars 1917 et bouleverser complètement l'engagement des forces anglo-françaises. Au lieu d'attaquer les deux côtés d'un saillant, elles vont être obligées d'attaquer frontalement les défenses allemandes.

Enfin, les hommes politiques, Briand, Ribot, présidents du conseil avec, à partir de mars 1917 Painlevé comme ministre de la Guerre, las des offensives sans résultat, voient avec inquiétude le chiffre des pertes augmenter au risque de compromettre l'existence même de l'armée française.



Ce qui reste de la grande rue de Craonne sur le Chemin des Dames.

Painlevé et Ribot hésitent à donner le feu vert à Nivelle, qui n'est pas soutenu autant que cela aurait été nécessaire par ses grands subordonnés : Pétain, Franchet d'Espèrey, Micheler qui doivent conduire l'action. Après de nombreux atermoiements, la décision est prise le 6 avril 1917 de lancer l'offensive le 16 avril au matin sur un front beaucoup plus réduit que celui qu'avait prévu Joffre, les Anglais attaquant au nord dans la région d'Arras. Trois armées, les 5^e, 6^e, 10^e s'élancent vers la crête au nord de l'Aisne sur laquelle court une voie appelée le Chemin des Dames en souvenir des filles de Louis XV qui l'empruntaient pour rendre visite à un châtelain voisin. Le moral des troupes est élevé et le général Nivelle a fait partager à ses hommes sa confiance en la réussite de l'offensive.

Elle démarre par une météo épouvantable, pluie, neige, bourrasques de vent, qui cloue l'aviation au sol et tétanise les



Une creute près de la ferme de Froidemont.



Trois blessés se soutenant mutuellement rejoignent le poste de secours le long du canal de l'Ailette.

troupes noires du général Mangin. L'artillerie a du mal à régler ses tirs et les canons s'embourbent. Les défenses allemandes profondément enterrées dans les creutes (sortes de carrières souterraines creusées dans les bancs de calcaire) ne sont pas détruites par les tirs et les assaillants sont décimés. Le 16 au soir, on sait que l'offensive n'atteindra pas ses objectifs. Nivelles va la relancer jusqu'à fin avril, date à laquelle le gouvernement lui donnera l'ordre de la stopper. Les gains sont maigres, 800 m devant la VI^e armée, quatre à cinq kilomètres devant la V^e et les pertes sont lourdes, 200 000 hommes jusqu'à fin août. Le désespoir va s'emparer de l'armée française et être la cause essentielle des refus d'obéissance qui vont apparaître à partir du 15 mai. ■

LES MUTINERIES

L'historiographie a appelé mutineries ce qui n'est le plus souvent que des refus d'obéissance. Si mutineries il y a eu, c'est presque toujours contre la guerre, mais rarement contre les chefs militaires. Cette précision étant apportée, nous continuerons d'employer ce terme de mutineries consacré par l'usage. Elles commencent au mois de mai 1917, avec un pic début juin, et ne seront complètement terminées qu'en septembre.

Pourquoi ces mutineries ? Trois causes peuvent être identifiées. La première, la plus importante, est la lassitude de la guerre. En 1917, l'armée française combat depuis presque trois ans sans qu'aucun résultat positif n'apparaisse alors que les pertes se sont accumulées et que l'ennemi occupe toujours à très peu près le territoire qu'il avait envahi à la fin de 1914. Il n'y a aucun espoir de paix en vue. Si la vie du poilu sur le front est toujours aussi difficile, celle des habitants de l'intérieur n'est pas non plus aisée. Les rationnements (charbon, pain, sucres, essence, pétrole, etc.), l'augmentation du coût de la vie et le marché noir qui se développe, la difficulté grandissante qu'ont les familles de subvenir à leurs besoins alors que les hommes sont absents du foyer, tout cela crée un climat morose qui monte jusqu'aux tranchées et aggrave ce sentiment de désespérance. D'ailleurs, cette année 1917 connaîtra des grèves, notamment de femmes embauchées dans les usines d'armement. Cette situation inquiétante est bien connue du commandement et du gouvernement par le biais de la correspondance presque systématiquement ouverte par le contrôle postal.

Deuxième raison, la propagande pacifiste se développe et arrivent aux tranchées des tracts, lettres, mots d'ordre appelant



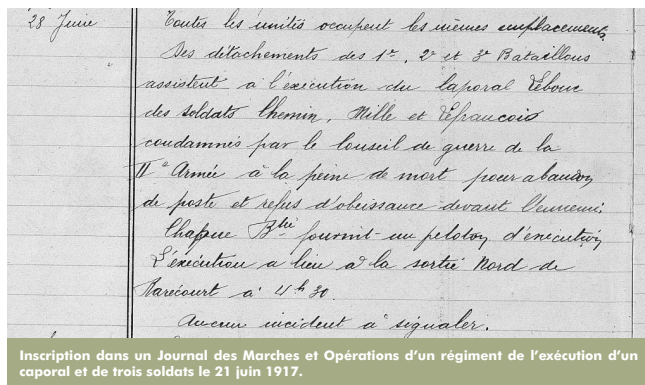
Une exécution, date et lieu inconnus.

à la cessation des combats. Les gares par lesquelles transitent les permissionnaires, sont des lieux privilégiés de propagande. Sans nécessairement appeler à la révolution, le mouvement est plus défaitiste que révolutionnaire et certains hommes politiques (Malvy, Caillaux, etc.) sont, semble-t-il, prêts à accepter une paix de compromis. Le bouche-à-oreille propage ces informations jusqu'à la ligne de front et ébranle le moral des poilus pour qui le mot paix a une signification profonde. Ils ne voient pas pourquoi ils seraient les dernières victimes d'une guerre susceptible de se terminer. C'est aussi l'époque où l'union sacrée du début de la guerre commence à se fissurer et les socialistes, notamment, sont prêts à s'en retirer.

Troisième raison enfin, l'échec de l'offensive du 16 avril.

La déception, qui apparaît après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, est immense alors que le général Nivelle avait annoncé qu'il percerait le front ennemi en moins de 48 heures. Cet échec est l'étincelle qui mettra le feu aux barils de poudre que sont les désillusions accumulées et de très nombreux régiments vont refuser de monter au front.

Comment se manifestent les refus d'obéissance ?



Le plus souvent par le refus d'exécuter les ordres donnés par les officiers et on entend proclamer dans les unités : « *Nous n'attaquerons plus, nous voulons la paix* ». Les manifestations, si elles démarrent le plus souvent à l'incitation d'un meneur, deviennent rapidement collectives. Par exemple, dans un régiment, le 198^e RI, des soldats appartenant à quatre compagnies ont adressé à leurs capitaines une lettre collective (qu'ils ont

signée, ce qui signifie qu'ils agissent en responsabilité) déclarant qu'ils ne monteront plus aux tranchées et demandant que l'on conclue sans délais une paix honorable. Dans un certain nombre de cas, les officiers sont molestés par des soldats, souvent sous l'emprise de l'ivresse. Dans les gares, des permissionnaires, également ivres, s'en prennent aux agents des compagnies de chemin de fer et cassent le matériel.

Pétain, dans son rapport au gouvernement, écrira : *110 corps ont été touchés par des incidents collectifs, 76 régiments d'infanterie, 2 régiments d'infanterie coloniale, 21 bataillons de chasseurs, 2 régiments d'artillerie coloniale, etc. Ces corps appartenaient à 54 divisions différentes ; 110 trains et 130 gares ont été la manifestation d'indiscipline.* En fait presque toutes les divisions de l'armée française seront plus ou moins touchées par des mouvements divers.

La répression et le retour au calme

On usera de la répression et en même temps on donnera satisfaction à des demandes réitérées par la troupe depuis longtemps : permissions plus nombreuses, nourriture plus abondante, cantonnements mieux aménagés et propres, pause dans les attaques jugées inutiles et tueuses d'hommes, etc. Ce qu'on pourrait appeler la logistique du conflit a toujours été mal organisée dans l'armée française de l'époque.

La répression va consister à faire passer les coupables devant les conseils de guerre. Et va naître la légende des « fusillés pour l'exemple ». Aucun soldat n'a été fusillé pour l'exemple ; tous ceux qui ont été inculpés l'ont été pour des chefs d'accusation bien répertoriés par le code de justice militaire. Il est vrai qu'il

La Chanson de Craonne

(refrain)

Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes.
C'est bien fini, c'est pour toujours,
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne, sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
C'est nous les sacrifiés !

y a eu des erreurs et il est vrai, aussi, qu'on peut s'interroger sur la lourdeur de certaines peines. De mai à octobre, les conseils de guerre ont prononcé 421 condamnations à mort (dont 203 en juin). Sur ce nombre, Pétain a fait exécuter immédiatement, comme le gouvernement lui en avait donné le pouvoir, 7 peines ; 48 l'ont été plus tard, Poincaré, chose exceptionnelle, lui ayant délégué son droit de grâce. Cette année 1917 n'est pas celle qui a connu le plus grand nombre d'exécutions, les tribunaux militaires ayant souvent transformé les chefs d'accusation d'abandon de poste, très durement réprimés, en désertion, moins sévèrement punies ; les accusations de mutilation volontaire sont également très fréquentes. Voici le nombre d'exécutions pour toute la guerre (civils et militaires, Français et étrangers) : 230 en 1914, 344 en 1915, 171 en 1916, 176 en 1917, 55 en 1918. Dans ce total de 976 exécutions, les militaires français sont, pour la même



Double exécution, lieu et date inconnus.

période, au nombre de 813. On voit que pour cette année 1917, ce ne sont pas les mutineries qui ont entraîné le plus grand nombre d'exécutions.

Pour finir cette phrase qu'écrivait Pétain au ministre : *Je suis allé au plus pressé par la répression des faits d'indiscipline grave [...] je maintiendrai cette répression avec fermeté, mais sans oublier qu'elle s'applique à des soldats qui depuis trois ans sont avec nous dans les tranchées.* A noter que les Allemands ne profitèrent pas de ces mutineries – dont ils ignoreront la gravité – pour attaquer. ■

L'ENTRÉE EN GUERRE DES ÉTATS-UNIS



Le Président Wilson.

L'Amérique a longtemps été hésitante à entrer en guerre aux côtés des Alliés. Des raisons de politique intérieure en sont la cause essentielle. Il existe aux USA une très forte colonie allemande ou de langue allemande (environ 15 % de la population), arrivée comme émigrants au XIX^e siècle et qui a gardé avec la mère patrie des liens très forts. L'opinion publique américaine n'a pas rapidement pris parti pour la Triple

Entente. Des décisions allemandes vont la faire évoluer.

D'abord, la guerre sous-marine commencée par l'Allemagne fin 1914 en réponse à la décision britannique de bloquer les bâtiments commerçant avec l'Allemagne. Les Allemands, toutefois, ne veulent pas prendre le risque de provoquer l'entrée en guerre des pays neutres et en particulier des États-Unis. Leurs sous-marins ont ordre de seulement neutraliser les navires qui entrent dans les eaux territoriales britanniques et de ne pas attaquer les paquebots transportant des civils. C'est le cas du *Lusitania*, paquebot britannique, repéré près des côtes irlandaises par un sous-marin, (l'U20) qui le coule le 7 mai 1915 d'une seule torpille. Plus de 2 000 personnes étaient à bord et 1 200 disparaissent dont 128 américains (dont quelques victimes appartenant à l'*upper class*). Ce n'est qu'en 1972 qu'on apprendra que la neutralité du *Lusitania* était probablement une légende

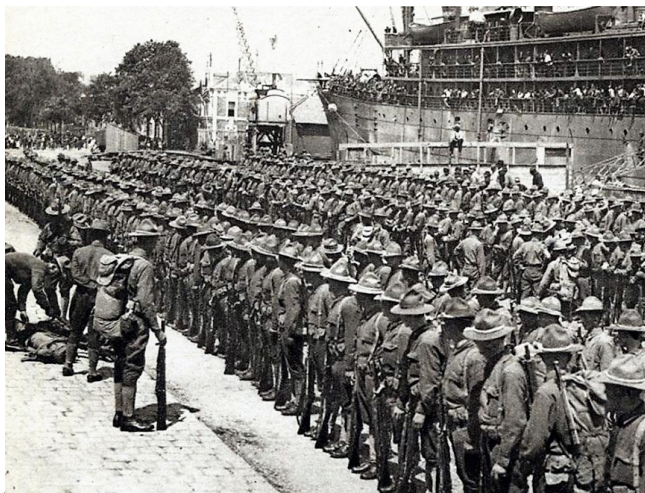
car il transportait en contrebande armes, munitions et explosifs et, en plus, qu'il était vraisemblablement armé.

Le *Kaiser* Guillaume II interrompt alors la guerre sous-marine pendant quinze mois. L'émotion aux USA est immense.

Fin 1916, la guerre s'éternise et le Grand état-major allemand pousse le *Kaiser* à reprendre la guerre sous-marine d'autant plus que la flotte allemande s'est étoffée et compte dorénavant environ 150 bâtiments. Guillaume II, conscient des risques d'extension du conflit, résiste mais, le 31 janvier 1917, il signe la décision de reprendre la guerre sous-marine à outrance. Les eaux territoriales britanniques sont déclarées « zones de guerre » et les Allemands espèrent bloquer complètement l'approvisionnement des alliés en coulant environ 600 000 tonnes de navires marchands par mois. C'est un *casus belli* pour les USA et l'on voit apparaître des affiches intitulées « *Remember Lusitania* », d'autant plus que les Britanniques font passer aux Américains un télégramme du secrétaire d'État allemand aux affaires Étrangères, Arthur Zimmermann, adressé à son homologue mexicain. Il propose au Mexique d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne avec la promesse en cas de victoire de lui céder le sud des USA (Texas, Nouveau Mexique et Arizona).

C'en est trop et le président des Etats-Unis Thomas Woodrow Wilson, alors dans son deuxième mandat, demande au Congrès le 2 avril 1917 de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Attention à ne pas confondre ! Les USA ne sont pas un nouvel allié des pays de la Triple Entente ; ils deviennent un associé et toutes les déclarations communes des quatre puissances commenceront toujours par « les Alliés et leur Associé... ». Cette forme de l'engagement américain aura des conséquences dans les rapports des alliés avec le géant américain.



Le débarquement des Américains à Saint-Nazaire.

France, Grande-Bretagne, Russie accueillent évidemment avec soulagement l'entrée en guerre des USA, surtout la France et la Grande-Bretagne qui voient avec un grand intérêt de nouvelles forces intervenir dans le conflit alors que l'allié russe donne des signes évidents d'épuisement. Mais il faut tenir car l'armée américaine, en avril 1917, est une armée active d'environ 80 000 hommes, constituée sur la base du volontariat engagée en Amérique centrale, aux Philippines et stationnée face à la frontière mexicaine ; il faut y ajouter une garde nationale de 180 000 hommes. Pour intervenir en Europe, il faut trouver des soldats, les instruire, les équiper et les transporter de l'autre côté de l'Atlantique, ce qui sera surtout le fait de la flotte commer-

ciale britannique.

Le recrutement des hommes au départ sur une base de volontariat est lent et difficile ; il faudra en passer par la mise en vigueur de la conscription abandonnée depuis la guerre de Sécession. Le *Selective Service Act* voté tardivement le 19 mai 1917 mettra en vigueur une vraie conscription « à l'européenne ». Les premières troupes américaines commandées par le général John Joseph Pershing, arrivent en France à Saint-Nazaire le 26 juin 1917 ; les ports principaux de débarquement seront Brest, Saint-Nazaire et Bordeaux. À noter que Pershing parle le français ainsi que de nombreux officiers dont l'un deviendra célèbre : Georges Smith Patton.



Le capitaine Georges S. Patton en 1918 devant son char Renault FT 17.

Le rythme d'arrivée des troupes



Rare photographie authentique d'une attaque lancée par l'infanterie américaine dans une ambiance de gaz de combat. Le fantassin, à gauche de l'image, qui n'a pas son masque suffoqué.

Ce rythme va s'accélérer à partir de mai 1918 : 237 000 hommes en mai, 226 000 en juin, puis 300 000 mensuellement de juillet à septembre, en portant l'effort sur l'envoi de l'infanterie indispensable pour combler les vides, conséquences des offensives allemandes de 1918. Cet arrivage massif est un des éléments qui va permettre à Foch de lancer sa contre-offensive à partir de juillet 1918, date à laquelle seront présentes sur le sol français 28 divisions de chacune 28 000 hommes (soit l'équivalent de deux divisions françaises).

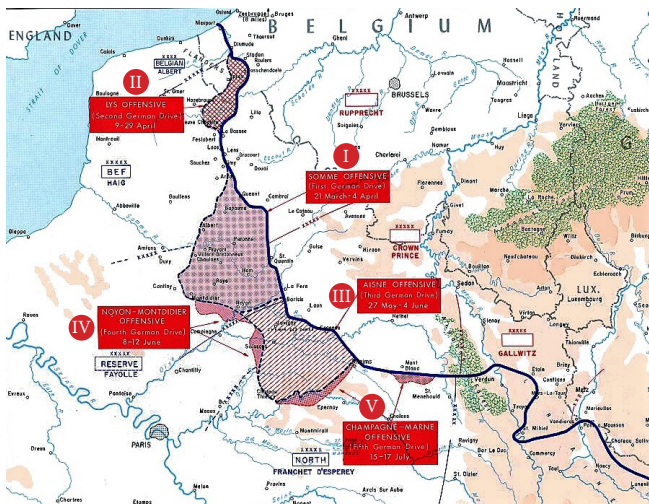
Au 11 novembre 1918, les troupes américaines en France et en Grande-Bretagne compteront plus de deux millions d'hommes arrivés en 1 142 traversées. Le luxe de la logistique de l'armée américaine surprendra un poilu plus habitué à la pénurie qu'à l'abondance. ■

-II-

1918 LA FIN DE LA GUERRE ET LA MARCHÉ À L'ARMISTICE

1918 connaît plusieurs événements majeurs jusqu'à la conclusion de l'armistice ; sont évoqués ici les dernières offensives allemandes de 1918, la nomination du général Foch en tant que commandant en chef des armées alliées, la contre-offensive alliée et, enfin, l'armistice. Un chapitre est, en outre, consacré aux innovations de la guerre.

LES OFFENSIVES ALLEMANDES DE 1918



Carte des différentes offensives allemandes de 1918, en rouge encadré leur numéro d'ordre.

Depuis la fin de 1917, l'Allemagne s'apprête à jouer son va-tout sur le front ouest avant que l'armée américaine se soit suffisamment renforcée pour jouer un rôle dans les opérations. La Direction suprême, qui est l'organe de commandement de l'armée allemande à cette époque, avec à sa tête Hindenburg et Ludendorff, va promouvoir une offensive en cinq phases entre mars et juillet 1918. La période est favorable puisque la Russie, aux prises avec la révolution, d'abord de février 1917, puis bolchevique à partir d'octobre de la même année, n'est plus une menace sérieuse. L'arrivée de Lénine au pouvoir, plus préoccupé de fonder un état socialiste que de continuer la guerre, va signifier

la recherche de la fin du conflit à l'est. Le 15 décembre 1917, la Russie a demandé un armistice aussitôt accepté par l'Allemagne et l'Autriche. On va alors s'acheminer difficilement vers la signature d'un traité de paix, difficilement, car les exigences allemandes, notamment en termes de cessions territoriales, paraissent exorbitantes au nouveau pouvoir bientôt soviétique. Finalement, le 3 mars 1918, les représentants russes signeront la paix de Brest-Litovsk ; l'Allemagne a les mains libres à l'ouest. L'armée allemande peut se renforcer à tel point qu'elle compte 192 divisions sur le front ouest en mars 1918 contre 175 alliées françaises et britanniques. La fin de l'année 1917 a d'ailleurs été employée du côté allemand à dresser les troupes à de nouvelles méthodes d'attaque qui se révéleront très efficaces.

La première phase du 21 mars au 2 mai 1918

Elle porte le nom de *Michael* et vise à enfoncer un coin entre armée anglaise au nord et armée française au sud avec l'espoir d'atteindre la mer et de couper le dispositif allié en deux. Le 21 mars, à 4h du matin, 200 000 hommes s'ébranlent entre Cambrai et Saint-Quentin. L'attaque a été précédée par une préparation d'artillerie de courte durée, mais effectuée par plus de 6 000 canons tirant des obus explosifs et à gaz. La progression des fantassins se fait derrière un barrage roulant. C'est la 5^e armée britannique commandée par le général Cough qui encaisse le principal de l'attaque allemande qui a comme objectif Amiens. La 5^e armée est bientôt hors d'état de mener une résistance efficace et reflue en désordre. Elle doit être secourue, mais le maréchal Haig, commandant en chef de l'armée britannique, n'a plus



Hindenburg (à gauche) et Ludendorff (à droite)

de réserve et doit faire appel à l'armée française commandée par l'alors encore général Pétain. Les Allemands vont relancer l'attaque, tantôt au sud, tantôt au nord de la Somme. Progressivement, elle va perdre de sa vigueur et sera enfin arrêtée. Amiens reste aux mains des alliés, sa perte aurait gravement désorganisé le trafic ferroviaire et la logistique des forces. Amiens prise aurait concrétisé la coupure en deux parties

du front franco-britannique avec la perte pour les deux armées de la possibilité de s'appuyer l'une l'autre. Les Allemands n'ont pas réussi, ni à prendre Amiens, ni à couper le dispositif franco-anglais, mais ils ont infligé en quinze jours des pertes importantes aux forces franco-britanniques. Ils ont avancé, au plus profond de la poche qu'ils ont créée, sur 60 km. Ils ont fait plus de 90 000 prisonniers et se sont emparés de mille canons, de milliers de tonnes d'approvisionnements divers. Le gouvernement français a failli repartir à Bordeaux comme en 1914.

La deuxième phase du 9 avril au 29 avril 1918

Elle a pour nom *Georgette* et est aussi connue sous l'appellation de bataille des Flandres ou bataille de la Lys ou encore bataille d'Ypres, les combats s'étant déroulés près de cette ville,



Un char allemand A 7.

seule ville belge importante non occupée par les Allemands. Elle débute, comme la précédente, par une courte, mais violente préparation d'artillerie suivie d'un assaut des fantassins dont le premier objectif est le mont Kemmel dont les Allemands arriveront à s'emparer. Les alliés, divisions britanniques et portugaises lors de la première phase de la bataille, résistent au prix de pertes très élevées, les Allemands ayant fait un grand usage des gaz de combat. Le 29 avril, les combats s'arrêtent sans que les Allemands aient réussi à déboucher vers Calais et Boulogne. De justesse, Ypres restera belge et sera libérée à partir de septembre 1918 lors des offensives victorieuses de Foch.

Au final, cette offensive et la précédente ont coûté à l'armée allemande 321 000 hommes. Du côté allié, l'armée britannique a été la plus éprouvée. 53 divisions sur les 60 qu'elle possède ont été engagées dans la bataille et elle a perdu environ 270 000 hommes. L'armée française a perdu 170 000 hommes et venant au secours des Anglais, elle tient désormais 655 km de front sur 850 ; son front s'est allongé de 125 km alors que ses capacités diminuent.

Les troisième et quatrième phases



Le caporal Hitler en 1917.

Elles se déroulent du 27 mai au 15 juin 1918 et la troisième commence par celle qui est souvent appelé la troisième bataille de l'Aisne. Cette fois, ce sont surtout les Français qui vont être à la peine, le but étant de les épuiser avant de se rabattre à nouveau en Flandres contre l'armée anglaise qui reste l'ennemi à battre, les Allemands restant persuadés que l'armée anglaise battue en France, le

Royaume-Uni se retirerait de la coalition. Ce sont deux armées allemandes, la 7^e et la 18^e, comptant au total une soixantaine de divisions, qui vont attaquer en direction du Chemin des Dames, là où l'offensive Nivelle de 1917 avait échoué à percer les défenses allemandes. Le front offensif couvre environ 120 km de Montdidier à Reims et l'armée allemande engage des tanks britanniques capturés et réparés. Les renseignements parvenus aux alliés de l'imminence d'une attaque avait laissé les états-majors sceptiques ; Foch, notamment, n'y croit pas et prépare une offensive qu'il a l'intention de lancer vers le mois de juin. Notons que *l'American Expeditionary Forces* commence à monter en puissance et qu'un courant d'unités américaines alimente le front avec des troupes fraîches, mais peu aguerries. N'empêche, les Américains, dans les premiers combats, montreront un engagement et un dynamisme qui feront bien augurer de la suite. Le 27 mai, la bataille s'engage par une classique préparation d'artillerie, très violente et utilisant abondamment les obus toxiques. C'est un succès ; les Allemands s'emparent presque

immédiatement du Chemin des Dames dont nous avons eu tant de difficultés à nous rendre maître l'année précédente. Puis ils franchissent d'abord l'Ailette et, à la suite, l'Aisne en plusieurs endroits, s'emparant même de ponts qui n'ont pas été détruits à temps.

Le 30, Château-Thierry est pris, les deux flancs (Soissons au nord-ouest et Reims au sud), cependant, résistent. L'ennemi va continuer ses assauts, mais la surprise est passée, les renforts arrivent et les Allemands sont épuisés ; ils s'arrêtent à 60 km de Paris. La bataille va reprendre plus au nord vers Compiègne. Mangin, par une attaque de flanc appuyée par 163 chars Schneider et Saint-Chamond va mettre en déroute les divisions allemandes ; vers le 15 juin, la bataille s'achève.



Chars anglais utilisés par les Allemands.

La cinquième phase



Stosstrupen (troupes d'assaut).

Elle porte le nom de *Friedensturm* (assaut de la paix ou pour la paix) et va se dérouler du 15 juillet au 5 août 1918. Il s'agit toujours d'user les réserves françaises pour ensuite se retourner dans les Flandres pour rejeter les Britanniques à la mer. Cette fois, les Allemands vont essayer de consolider la poche de Château-Thierry. Ils engageront au total trois armées, dont deux de part et d'autre de Reims, la 7^e et la 3^e, soit 47 divisions dont 27

en première ligne appuyées par 2 000 batteries, des groupements de chars, soit des A7V allemands, soit, là encore, des chars Mark 4 pris aux Anglais. Mais, dans le même temps, Foch prépare une contre-offensive destinée à éloigner les Allemands de Château-Thierry, donc de Paris. Foch ayant été renseigné des préparatifs allemands, y compris de la date exacte de l'assaut, a fait deux paquets de ses forces : le Groupe d'Armées du Centre (GAC) chargé de la défensive et le Groupe d'Armées de Réserve ou de Rupture (GAR) chargé, lui, de la contre-offensive.

L'offensive allemande, à l'est de Reims, démarre le 15 juillet en face des armées des généraux Gouraud et Berthelot. Elle ne connaîtra qu'un maigre succès, les Français, utilisant une tactique préconisée par Pétain, ont quasi systématiquement dégarni les positions avancées pour affermir la résistance sur les deuxième positions. L'attaque allemande est tombée dans le vide et a abordé

les lignes françaises et alliées déjà bien affaiblie par les barrages d'artillerie. Plus à l'ouest, le succès allemand est plus marqué et les forces ennemies ont franchi la Marne en de nombreux endroits. L'artillerie alliée et, pour une des premières fois l'aviation, interviennent en bombardant les ponts et en mitraillant les troupes au sol sans que l'aviation allemande puisse gêner les attaques.

Foch, jugeant que la meilleure riposte est l'attaque, lance le GAR à l'attaque des deux côtés de la poche de Château-Thierry. Le 18 juillet, il lance les 10^e et 6^e armées françaises appuyées massivement par de nombreuses pièces d'artillerie, des chars et l'aviation. Six divisions américaines sont également engagées. Le 6 août, les Allemands sont obligés de se replier jusqu'à la ligne Aisne-Vesle, la poche de Château-Thierry n'existe plus et Soissons est libérée.

Le bilan



Guillaume II (tenant une baguette) et son état-major.

Aucune de ces offensives n'a réussi à atteindre ses objectifs : amener les alliés de l'Entente à accepter une paix de compromis. Les armées allemandes auraient pu réussir si elles avaient eu la capacité d'engager le combat sur toute l'étendue du front



Soldats britanniques de la 55^e division gazés le 10 avril 1918 et provisoirement (?) aveugles.



Document allemand : char AV7 attaquant une troupe française.

en même temps, mais les Allemands n'avaient plus les moyens nécessaires. A chaque nouvelle offensive allemande, les alliés, bien qu'ayant connu des périodes d'extrême difficulté, eurent toujours suffisamment de ressources pour s'y opposer victorieusement. Il

n'empêche, le coût humain est lourd, environ 800 000 hommes du côté britannique et français et presque un million du côté allemand (tués, blessés, prisonniers). ■

LE COMMANDEMENT UNIQUE : FOCH

Quelques mots d'abord sur celui qui deviendra le maréchal Foch. Né à Tarbes le 2 octobre 1851 d'un père percepteur au sein d'une famille catholique, il suit la famille au gré des mutations de son père et fait de solides études, notamment chez les jésuites. C'est là, au collège Saint-Clément de Metz, qu'il réussit en 1870 le concours d'entrée à Polytechnique. La guerre venant, il s'engage, mais ne combat pas, le conflit s'étant terminé trop tôt. À la sortie de l'X, il choisit l'artillerie et c'est dans cette arme qu'il va faire la plus grande partie de sa carrière. Entre 1870 et 1900, il franchit, pas toujours facilement, les grades successifs jusqu'à celui de colonel en 1903 et de général en 1907. De 1895 à 1901, il est professeur à l'École de guerre où il se fait remarquer par ses cours de tactique et de stratégie ; il devient d'ailleurs un adepte de ce qu'on appelle à l'époque « l'offensive ». En 1907, grâce à Clemenceau, il prend le commandement de l'école et sera nommé général de division en 1913 et mis à la tête du 20^e corps à Nancy, corps d'élite appartenant à la 2^e armée commandée par Castelnau.



Caricature de Foch.

Très vite remarqué par Joffre, on lui confie une armée nouvellement créée, la 9^e, au commandement de laquelle il va s'illustrer lors de la bataille de la Marne. Puis il va commander dans le Nord lors de la « *Course à la mer* », en Artois, en Champagne, etc. Après quelques mois sans commandement en 1916, il retrouve l'appui des politiques. Il est appelé en Italie pour conseiller les Italiens qui viennent de connaître le désastre de Caporetto. Très appuyé par Clemenceau, il deviendra le Commandant en chef des armées alliées en 1918. Trois pays le feront maréchal, la France, la Grande-Bretagne et la Pologne.

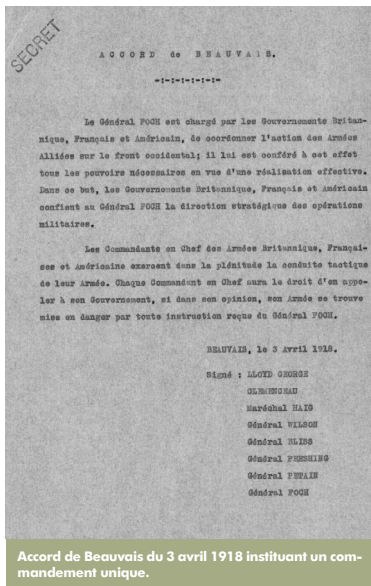
Le commandement unique

La guerre de 1914-1918 est une guerre de coalition, coalition dans laquelle les armées des différentes nations de la triple Entente restent, au début de la guerre, sous commandement national alors que l'adversaire est quasiment unique, l'Allemagne ayant, très tôt, absorbé le commandement des armées austro-hongroises. Il est, en effet, de bonne logique militaire et de l'intérêt de chacune des nations qu'elles s'appuient mutuellement, ce qui ne peut être obtenu que par un commandement unique. Pour de multiples raisons et, notamment, parce que l'emploi de la force armée est l'expression première de la souveraineté nationale, les États rechignent à placer sous commandement étranger tout ou partie de leurs armées.

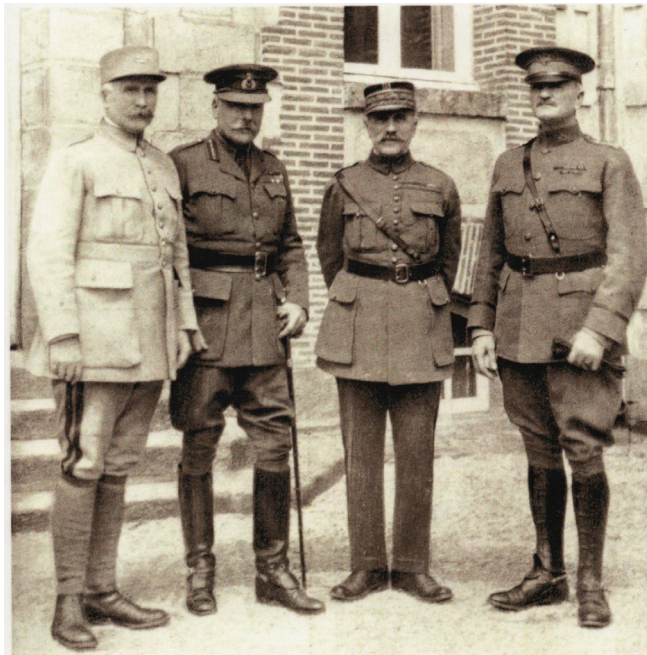
Il y a donc deux obstacles à franchir, un obstacle militaire d'abord - les commandants nationaux, très réticents à abandonner leur prérogatives de commandement - puis un obstacle civil puisque l'abandon de souveraineté ainsi consenti peut-être particulièrement dévastateur en régime démocratique lors de prochaines élections pour le pouvoir qui l'a accordé, si les choses tournent mal.

Par exemple, en 1914, l'armée britannique du général French n'est pas soumise à l'autorité de Joffre. French a reçu de son gouvernement des instructions explicites qui lui interdisent de recevoir des ordres de l'état-major français. C'est la même chose du côté russe, les relations opérationnelles étant basées sur des conventions militaires déjà anciennes. Cependant, dès décembre 1915, Joffre avait réussi à

rassembler à Chantilly les commandants ou leurs représentants des armées en guerre contre l'Allemagne. A partir de là, on avait défini un plan d'actions pour 1916 ; ce fût la bataille de la Somme en France et l'offensive Broussilov en Galicie. Fin 1916, juste avant le départ de Joffre, il en fut de même avec pour résultat l'offensive du Chemin des Dames. En fait, ces rencontres purement militaires n'étaient que des rencontres de coordination qui n'engageaient pas le pouvoir civil et à peine les chefs militaires ; il fallait aller plus loin !



Les conséquences des offensives du printemps 1918



Les trois commandants en chef : de gauche à droite : Pétain, Sir Douglas Haig, Pershing , à sa droite Foch.

Ce sont les offensives allemandes du printemps 1918 qui amèneront les gouvernants à se rapprocher et à envisager un vrai commandement unique et non plus une simple concertation. Les événements vont commander.

Dès 1917, à l'arrivée de Clemenceau aux affaires, la question de l'unité de commandement va venir en discussion. Quelques

jours auparavant, les 6 et 7 novembre 1917, à Rapallo, les alliés avaient décidé de créer un comité de guerre, qui prend le nom de Conseil supérieur de guerre qui se réunira périodiquement à Versailles. Ce conseil est un lieu où l'on discute, mais pas un lieu d'où l'on commande. Il va cependant accoucher, avec l'accord de toutes les parties, dans les mois qui suivront de la décision de créer une réserve stratégique interalliée avec, pour la gérer, un Comité militaire exécutif sous le commandement de Foch.



Foch quitte le maréchal Haig commandant les troupes britanniques.

Clemenceau, qui avait prophétisé que seul le canon allemand viendrait à bout de l'intransigeance anglaise, ne veut pas s'en tenir là et pousse à la création d'un commandement unique ; il a l'appui du Président Wilson et du chef de l'armée américaine, le général Pershing, mais les Anglais continuent à faire de l'obstruction ainsi que les Italiens qui s'abritent derrière la position des Britanniques.

Le 25 mars 1918, après le déclenchement de *Michael*, une réunion franco-britannique se tient à Compiègne alors que la 5^e armée britannique est pratiquement anéantie. Il n'en sort rien de concret, mais la position britannique a évolué et le 26 se réunissent à nouveau, à Doullens cette fois, les responsables civilo-militaires des deux pays. Et on se met d'accord sur un texte qui précise que le général Foch « *est chargé [...] de coordonner l'action des armées alliées* ».

Ce n'est pas encore ce qu'il serait nécessaire de mettre sur pied pour un vrai commandement interallié ; Foch persuade mais ne commande pas, c'est insuffisant.

Les choses progressent cependant et une nouvelle réunion, à la demande de Clemenceau se tient à Beauvais le 3 avril et les Anglais finissent par céder. Deux phrases sont importantes dans le document final : la première « les gouvernements britannique, français et américain confient au général Foch la direction stratégique des opérations militaires », la seconde « Il (Foch) lui est conféré tous les pouvoirs nécessaires en vue d'une réalisation effective ». Il y a cependant ce qu'on pourrait appeler une « clause de conscience » puisque les généraux commandants en chef alliés peuvent in extremis en appeler à leurs gouvernements.

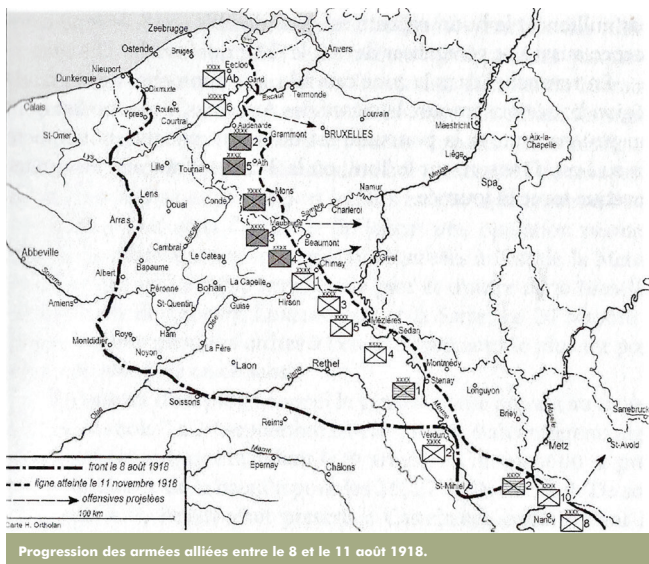


Foch et Pershing.

Le commandement unique est né dans la douleur et dans la nécessité ; ce ne sera jamais un commandement facile et Foch, lui-même, au grand déplaisir de Clemenceau, sera souvent obligé de transiger avec les ego nationaux.

Il sera nommé maréchal de France le 5 août 1918 sur proposition de Clemenceau avec l'approbation de Poincaré. Cette dignité était par ailleurs indispensable pour des raisons de protocole vis-à-vis notamment de Sir Douglas Haig maréchal de Grande-Bretagne. ■

LA CONTRE-OFFENSIVE ALLIÉE



Pendant tout le premier semestre 1918, et jusqu'à début juillet, c'est l'armée allemande qui est à l'attaque, les alliés sont sur la défensive. A partir de l'instauration du commandement unique et l'arrivée massive des Américains, l'initiative change de camp et l'armée allemande se verra reconduite sur son territoire national non sans avoir essayé de résister sur les lignes de défense successives qu'elle avait créées durant toute la guerre et principalement pendant l'année 1918.

La méthode Foch est de pousser partout sur toute l'étendue du front sans laisser souffler l'armée allemande en l'empêchant

ainsi de se rétablir. Il l'écrit lui-même dans ses mémoires où il déclare vouloir vaincre l'ennemi : *...en développant et en précipitant les phases et les efforts dans une série d'actions ordonnées, mettant en jeu tous les moyens des Alliés, aussi rapidement que possible pour interdire le rétablissement à l'adversaire, jusqu'à sa ruine définitive.* C'est ce qu'il va déclarer aux chefs des armées alliées le 24 juillet 1918 réunis au château de Bombon à côté de Melun. En fait, il n'est pas certain de pouvoir atteindre ses objectifs en 1918, et prévoit plutôt une victoire pour 1919.

Les offensives



La première est franco-britannique et démarre le 8 août et a pour but de dégager Amiens et de réduire le saillant de Montdidier résultant de l'offensive allemande *Michael* de mars. Ce 8 août est important car, pour la première fois l'armée allemande n'a pas su arrêter les Alliés

comme elle l'avait toujours fait. Quelque chose est brisé qui ne se réparera plus, même si les armées allemandes parviendront à stopper l'offensive franco-britannique au prix d'un recul d'une vingtaine de kilomètres. Ludendorff, dans ses mémoires, parlera du 8 août comme du jour de deuil de l'armée allemande. Des mouvements divers, un peu analogues à ceux qu'avait connus l'armée française en 1917, éclatent au sein des divisions allemandes. Une réunion à Spa, le 13 août, entre le *Kaiser* et les



Chars FT 17 de l'armée américaine en action.

chefs militaires montre que la situation générale est mauvaise et qu'il faut envisager de mettre fin au conflit.

Foch va varier ses attaques en les élargissant avec succès aux ailes du dispositif (d'Ypres à Reims) et à la fin août les Allemands seront revenus sur les positions qu'ils occupaient avant leurs offensives commencées en mars 1918.

En septembre, les Alliés vont se trouver au contact de la ligne Hindenburg. C'est un système fortifié linéaire patiemment construit par les Allemands de la Mer du Nord aux Vosges à partir de 1916. Elle comprend plusieurs lignes successives (la première portant le nom de *Siegfried* et *Alberich*) qui ont été améliorées en permanence, le plus souvent par des prisonniers de guerre, voire des civils réquisitionnés. Le 26 septembre, l'attaque générale contre la ligne Hindenburg est lancée par trois actions successives sur tout le front : en Champagne-Argonne, dans le Cambrésis et dans les Flandres. Ce sont des succès, mais pas des succès décisifs et Foch ne trouvera pas les résultats satisfaisants. Il en fera le reproche à Pétain en termes assez vigoureux.

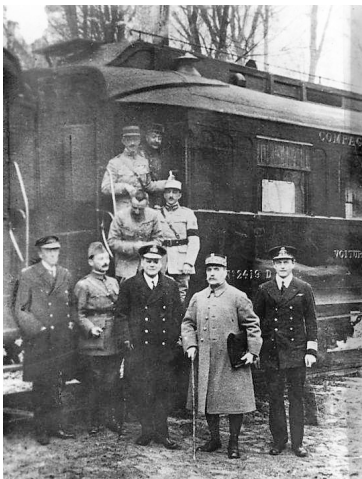
Le 10 octobre, première directive de Foch pour pousser toujours dans les trois mêmes directions convergentes de Bruxelles, de la Sambre et de Mézières. Les succès sont là encore au rendez-vous, mais Foch qui sent l'ennemi faiblir, relance ses grands subordonnés afin qu'ils attaquent sans trêve et, le 16 octobre, il leur envoie une dernière directive leur fixant de nouveaux objectifs. Il prépare une dernière offensive en Lorraine, offensive qui aurait dû être lancée par Castelnau dans le but d'essayer d'envelopper les armées allemandes. Cette offensive n'aura pas lieu, les alliés ayant accepté l'armistice.

Les Allemands, ayant toujours su reculer avant qu'il ne soit trop tard, n'ont jamais été battus. En donnant des coups d'arrêt sur leurs lignes fortifiées successives, ils éviteront la défaite sur le terrain et seront reconduits en Allemagne après avoir systématiquement détruit les infrastructures qu'ils abandonnaient en se repliant. ■



Les troupes allemandes rentrant en Allemagne sont accueillies en héros.

L'ARMISTICE



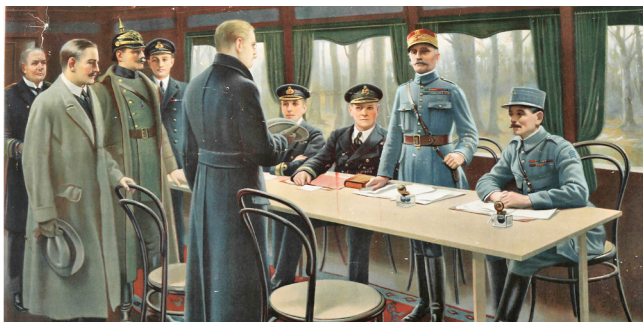
La délégation alliée quittant le wagon où fut signée l'armistice à Rethondes ; avec une canne Foch, à sa droite l'amiral britannique Rosslyn Wemyss, à droite de l'amiral le général Weygand.

À partir de fin août 1918, les capacités d'action offensive de l'armée allemande vont progressivement s'amenuiser. Le 8 août, Foch, maréchal de France depuis 48 heures, lance une offensive franco-anglaise en Picardie pour réduire le saillant de Montdidier. Ludendorff écrira dans ses mémoires que « le 8 août fut le jour noir de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre, je ne vécus pas d'heures plus pénibles [...] ». En

effet plusieurs divisions se sont débandées et des manifestations de soldats se produisent au sein des renforts qui montent en ligne. L'armée allemande n'est pas encore battue ; elle montrera dans les combats à venir qu'elle a encore de la ressource, mais elle est à l'image du pays, épuisée. L'échec des dernières offensives, le blocus, les privations alimentaires, l'accablement de l'allié autrichien, la désaffection probable de la Turquie, obligent l'Allemagne à reconsidérer sa situation d'un point de vue politico-militaire. A Spa, le 13 août, se tient une conférence où sont présents le *Kaiser*, Charles, Empereur

d'Autriche, le *Kronprinz*, Hindenburg, Ludendorff et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Pour la première fois, on envisage la cessation des hostilités, probablement plus sérieusement que les fois précédentes. Ce n'est, en effet, pas tout à fait la première fois que les dirigeants allemands en parlent. Des approches en vue de la cessation des hostilités ont déjà eu lieu en 1916 et en 1917, pour ne citer que ces deux années-là.

Le 8 janvier 1917, Wilson, sans en informer les Alliés, avait défini dans un discours devant le Congrès un programme du traité de paix à venir : les quatorze points qui, selon lui, devaient permettre de mettre fin au conflit, d'instaurer une paix durable en Europe avec la création d'une « association générale des nations ». Ces quatorze points, souvent décriés pour la vision idyllique des rapports internationaux qu'ils impliquent, serviront cependant de base à la conclusion de l'armistice. La position spécifique des USA, qui n'est, rappelons-le, qu'un associé et non un allié des nations en guerre, aura également une grande importance.



Les deux délégations face à face lors de la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, face à Foch, le ministre d'État allemand Erzberger.

Wilson revient à la charge devant le Congrès le 22 janvier 1917 dans un discours où apparaissent tous les idéaux wilsoniens et lors duquel il parlera « de paix sans victoire », sorte d'appel au statu quo a priori inacceptable aussi bien pour les franco-britanniques que pour les Allemands dont les buts de guerre ne peuvent être rendus publics, tant ils sont opposés à la dialectique wilsonienne. Seules les armes pouvaient décider, sinon de la paix, au moins de la cessation des hostilités et les choses vont s'accélérer après le 8 août. Ludendorff sait qu'il ne pourra plus gagner la guerre, mais il va essayer de conduire une retraite ordonnée en arrêtant les armées alliées par des coups d'arrêt sur des positions défensives faites de lignes de défense successives depuis longtemps organisées, ou en cours d'organisation, par exemple la ligne Hindenburg. Dans le même temps, il prépare le rapatriement de ce qui n'est pas indispensable à la poursuite des combats : dépôts, ateliers, etc. et les destructions de l'infrastructure qu'il laisse derrière lui.

Jusqu'en novembre, pendant « *cent jours* », Foch ne baissera pas le rythme de l'offensive et, le 19 octobre, il rédigera sa dernière directive de la guerre pour l'assaut final. A partir du 4 novembre, le repli allemand est pratiquement ininterrompu : les résistances successives sur les positions préparées sont forcées ou dépassées et, lorsque viendra l'armistice, les armées alliées se trouveront à la frontière franco-allemande de 1871, la Belgique de l'Ouest étant partiellement réoccupée.

En septembre-octobre, Ludendorff va « craquer ». Les mauvaises nouvelles s'accumulent ; les informations en provenance de l'Autriche-Hongrie ne sont pas bonnes depuis longtemps et

la Double Monarchie semble ne pas pouvoir passer un autre hiver de guerre. Pire, le 25 septembre, la Bulgarie avait demandé un armistice et le gouvernement bulgare avait déclaré accepter les quatorze points de Wilson. Ludendorff, le même jour, demande au chancelier von Hertling d'engager des négociations de paix sur la base des quatorze points de Wilson et, un peu plus tard, il réclame la conclusion d'un armistice. Le 4 octobre, le gouvernement allemand demande aux USA, via la Suisse, que le président des Etats-Unis s'implique dans le rétablissement de la paix sur la base des quatorze points. Curieusement, le pouvoir civil n'a pas eu l'initiative de cette demande de cessation des hostilités. En fait, il pense que ces quatorze points offrent des espaces de négociation et que Wilson, associé et non allié, pourra rallier les Alliés à ses vues plus acceptables.



La foule parisienne sur les grands boulevards le 11 novembre 1918.

Notons qu'à partir de cet instant ce qui se passe entre Wilson et le gouvernement allemand est inconnu (au moins officiellement) des puissances alliées qui ne peuvent pas intervenir dans la négociation qui va s'engager. D'autres notes sont échangées, chacune demandant au gouvernement allemand des précisions sur l'application de points précis.

Après une série d'échanges, le 23 octobre, Wilson enverra une dernière demande aux Allemands et, cette fois, il mettra officiellement les Alliés au courant du contenu des échanges, tout en précisant qu'il ne souhaitait pas leur imposer un armistice trop rapidement élaboré.



Il faut, maintenant, définir les conditions de l'armistice. Ce dernier étant d'abord une suspension d'armes, c'est à Foch et aux commandants des armées nationales d'en définir les conditions et les garanties. Le 25 octobre, il réunit à son quartier général, situé

alors à Senlis, Pétain, Haig et Pershing pour mettre au point les conditions d'armistice. Les avis de ces généraux ne sont pas identiques ; alors que Haig plaide pour des conditions modérées, Pétain et Pershing, peut-être pour des raisons différentes, seraient d'avis de continuer la lutte. Foch, appuyé par les poli-

tiques, et notamment Clemenceau, souhaite cesser les hostilités dès l'acceptation par l'Allemagne des conditions qui lui seront imposées. Un texte définitif est arrêté le 4 novembre et transmis à Wilson qui l'accepte. Les conditions sont strictes, y compris pour les fronts de l'est : évacuation des territoires occupés, livraison de matériels de guerre et de matériels civils, de la flotte sous-marine, calendrier du retrait des troupes allemandes et de la progression des troupes alliées, etc.

L'armistice aurait-il pu attendre ? En effet, deux décisions auraient pu peser sur la date de l'issue du conflit. Du côté allié, fallait-il, comme l'a décidé Foch, ne pas lancer le 14 novembre l'offensive prévue en Lorraine sous le commandement de Castelnau ? Elle aurait peut-être permis non plus seulement de vaincre l'Allemagne, ce qui était de toute façon déjà acquis, mais aussi d'éviter la naissance d'un mythe, qui n'en était pas tout à fait un, celui d'une armée allemande qui n'aurait pas été battue. Mais c'était aussi ajouter des pertes aux pertes et prolonger une guerre dont la durée accablait déjà des peuples qui n'en pouvaient plus. Foch, sagement semble-t-il, ne voulut pas verser plus de sang.

Autre événement qui a failli au moins retarder la cessation des hostilités et aurait peut-être pu conduire à une capitulation sans condition de l'Allemagne et amener les armées alliées jusqu'à Berlin, le revirement des militaires, Ludendorff et Hindenburg, qui après avoir poussé le gouvernement à engager des négociations ont demandé le 25 octobre au *Kaiser* de continuer le combat ! Le nouveau Chancelier, Max de Bade, menace alors de démissionner. Finalement, Ludendorff sera poussé à la démission par le *Kaiser* et remplacé par le général Groener.

L'agitation prérévolutionnaire qui va s'amorcer en Allemagne dans les grandes villes : Berlin, Hanovre, Cologne, etc. mais aussi dans les forces armées, va être le facteur décisif d'acceptation des conditions de l'armistice. Ainsi, le 3 novembre, des équipages de la flotte de haute mer (*Hochseeflotte*) se sont mutinés à *Wilhelmshaven-Kiel*.

Les clairons sonnent le cessez-le-feu le 11 novembre 1918 à 11 h. La guerre est finie, la paix doit suivre, mais quelle paix ? Remarquons qu'elle ne sera pas négociée avec l'adversaire, comme cela avait toujours été le cas dans tous les conflits précédents, mais elle le sera entre Alliés et...Associé et il faudra prolonger trois fois l'armistice ! Aucun n'a les mêmes exigences ; la paix d'une coalition est aussi difficile à conclure qu'une guerre de coalition à conduire. Foch, de façon prémonitoire, parlera d'un armistice de vingt ans ! ■

LES INNOVATIONS MILITAIRES DE LA GUERRE

On ne fait plus exactement la guerre en 1918 de la même façon qu'on la faisait en 1914. Les innovations matérielles sont plutôt le fait des alliés, alors que les Allemands vont innover dans le domaine tactique.

Les innovations alliées

C'est le développement du char d'assaut et de son concept d'emploi. On a vu les premiers chars engagés en 1916 lors de la bataille de la Somme. Les engins souffrent de toute une série de maladies de jeunesse ; ils sont peu fiables et tombent souvent en panne avant même de prendre le contact avec l'ennemi. Leur faible vitesse laisse la possibilité aux artilleurs adverses de les prendre à partie et de les détruire. Ils ont souvent des difficultés



Chars FT 17 sur porte-chars en 1918.

à franchir les tranchées. Mal protégés, les réservoirs d'essence touchés par un projectile s'enflamment et carbonisent les équipages. Ces défauts ne seraient pas complètement rédhibitoires si les chars étaient employés en masse de telle façon que l'ennemi ne puisse jamais les neutraliser tous. En 1918, on utilisera les chars en plus grande quantité, mais toujours en accompagnement de l'infanterie. Des modèles nouveaux vont apparaître aussi bien chez les Britanniques que chez les Français. C'est le Renault, le FT 17, char dit léger (environ 7 t) qui, pour la première fois, a une tourelle, ce qui lui permet de prendre à partie des cibles sur 360°. Le FT 17, plus agile que ses prédécesseurs et plus fiable, sera un des artisans de la victoire ; 3 700 environ seront construits en un peu plus de dix-huit mois et seront utilisés par toutes les armées alliées, y compris américaine. Pétain en disposera d'un peu plus de 700 en juillet 1918.

En règle générale, la motorisation fait des progrès ininterrompus ; le fantassin français se déplaçait à pied en 1914, éventuellement par voie ferrée sur de grandes distances. En 1918, il se déplace en camion, ce qui permet d'amener les troupes tout près de leurs lieux d'engagement et commence à se poser le problème de l'approvisionnement en pétrole, approvisionnement qui sera assuré par les USA. En 1914, l'armée française avait un parc d'environ 6 000 véhicules et avait beaucoup fait appel à la réquisition ; ils seront environ 80 000 à la fin de la guerre.

Les progrès, plus discrets et moins connus de l'artillerie, permettent aux mêmes armes d'atteindre des portées très supérieures ; ainsi le 75 de 1918 envoie des obus à une distance d'un tiers supérieure à celle de 1914 par l'augmentation des vitesses initiales et l'amélioration des profils des projectiles. Les canons,



Artillerie lourde dite « à tracteur ».

d'un calibre de 155 mm et au-dessus, atteignent maintenant des portées de l'ordre de plus de 15 km. Le mortier de tranchée, le célèbre « crapouillot », se décline maintenant en plusieurs variantes, lourdes et légères de différents calibres. L'artillerie est le plus souvent tractée, ce qu'elle avait commencé à faire dès 1914, mais ce qu'on appelait « l'artillerie à tracteur » s'est banalisée et est devenu la règle. On a créé ce qu'on appelle une « réserve d'artillerie » dont les pièces peuvent venir rapidement renforcer l'artillerie des unités si besoin est. Les méthodes de tir ont, elles-mêmes, changées ; dorénavant on fait du tir d'emblée sans réglage.



Canon de 155 mm Filloux, portée maximale 20 km.

Les armes automatiques se généralisent, ainsi apparaît dans l'armée française un fusil-mitrailleur léger, le « Chauchat » de 8 mm, précurseur des armes modernes par sa conception et son mode de fabrication, mais qui ne sera pas une réussite. Les Allemands se doteront d'une mitrailleuse légère dérivée de leur modèle de 1914 et d'un pistolet-mitrailleur.

L'aviation fait des progrès rapides. Le chasseur Morane Saulnier Parasol en service en 1914 a un moteur de 80 cv, vole à 110 km/h et ne dépasse pas 4000 m. Le Spad XVII de fin 1918 a un moteur de 300 cv, vole à 300 km/h et atteint une altitude de 7000 m. Des moteurs de 400 cv, et plus, sont en essais chez les constructeurs. Les bombardiers britanniques et allemands peuvent transporter une demi-tonne de bombes qui ne sont plus des obus transformés.

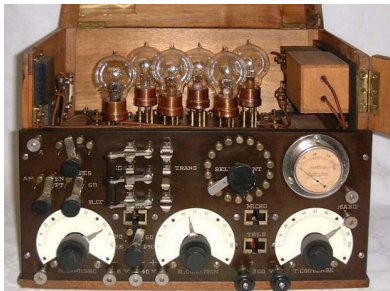
D'autres innovations ont transformé la guerre. Ainsi la TSF a fait des progrès rapides par la mise au point de nouveaux matériels



Le SPAD XIII de Nungesser, as de la guerre avec 43 victoires homologuées.

et la réduction des volumes et du poids. C'est ainsi qu'à partir de 1917, on pourra communiquer en phonie sur des distances d'une trentaine de kilomètres à partir d'un avion avec les régiments d'artillerie pour régler les tirs et retransmettre quasi instantanément les informations des reconnaissances aériennes. On commence à imaginer de doter les véhicules terrestres, notamment les chars, de ces nouveaux moyens de communication.

Enfin, le service de santé fera d'énormes progrès dans le traitement des blessures. En 1914, un blessé de la jambe avait toutes



Le poste radio E R 10 bis d'une portée de 30 à 40 km adaptable sur tous véhicules.

les chances de perdre le membre, ne serait-ce que la gangrène allait probablement contraindre le chirurgien à l'amputation ; en 1918 le blessé, s'il était conduit assez rapidement sur la table d'opérations, était presque toujours assuré de conserver sa jambe. Malgré tous les progrès faits par la médecine et la chirurgie, le service de santé restera débordé par l'afflux de blessés lors des offensives importantes.

Les innovations tactiques

Elles vont plus être le fait des Allemands que des alliés, qui ne s'y rallieront que tardivement. Pourquoi les offensives des deux belligérants ont-elles toujours failli à réaliser la percée et retrouver le terrain libre ? En France, sous l'inspiration de Joffre, mais ses successeurs n'ont pas fait beaucoup mieux, l'idée a toujours été d'augmenter la puissance de l'action.

C'est le cas en 1915 où les nombreuses offensives, qui se sont succédé, très coûteuses en vies humaines, ont employé des moyens croissants, divisions, puis corps d'armée, puis armées et, enfin, groupes d'armées. La percée ne réussissait pas parce que les réserves de l'adversaire arrivaient plus vite sur le front pour colmater la brèche que l'assaillant n'avancait et, rapidement épuisé, il s'arrêtait. La vitesse manquait à la puissance.

Le char a été une des premières solutions pour percer ce front immobile. Il n'allait pas beaucoup plus vite que le fantassin mais il n'était jamais épuisé et avançait tant qu'il n'était pas touché et qu'il avait de l'essence. Cette solution, qu'on pourrait appeler la solution alliée, s'est révélée imparfaite parce que trop de contraintes d'emplois étaient encore à découvrir.

Les Allemands, eux, ont essayé de mieux associer infanterie et artillerie pour atteindre leurs objectifs. Ils vont, également,



Observateur d'un ballon britannique ayant sauté en para-chute et ayant atterri dans un arbre.

associer puissance et vitesse, mais pas de la même façon que les Alliés. La puissance sera fournie par l'artillerie qui privilégiera l'emploi de très nombreux canons, capables de tirer à grande cadence pour des durées volontairement limitées une proportion très importante d'obus à gaz (généralement de l'ypérite). La durée du tir est limitée pour réduire le délai dont dispose l'assaillant pour mobiliser ses réserves. Sitôt le tir levé,

entrent en scène des troupes, spécialement entraînées et particulièrement motivées portant un armement léger (apparition des premiers pistolets mitrailleurs) : les *Stosstruppen* ou troupes d'assaut qu'un barrage roulant accompagne. Ces sortes de commandos ne sont pas là pour réduire les défenses ennemies ; ils ont pour mission de les contourner, de les dépasser et de s'enfoncer le plus loin possible, le plus vite possible. Viennent ensuite dans le dispositif les fantassins habituels qui, eux, vont réduire ces défenses dépassées par leurs camarades. Ces dispositifs d'attaque seront mis en œuvre lors des offensives de printemps de 1918 et obtiendront des résultats spectaculaires sur l'instant, mais aucun ne sera décisif ; les poches prendront des dimensions inconnues auparavant, mais l'adversaire ne s'avouera pas vaincu. ■

-III-

LE CONFLIT À YERRES & DANS LA SEINE-ET-OISE

La population de Seine-et-Oise, bien qu'éloignée des zones de combat, va subir comme tous les autres Français les conséquences de la guerre. Les Yerrois seront mobilisés et ceux qui restent auront à souffrir de privations, de restrictions et de rationnement. La région accueillera de nombreux réfugiés et les hôpitaux auxiliaires seront ouverts pour soigner les militaires blessés.

YERRES, UN VILLAGE DANS LA GUERRE

Qui sont les Yerroises et les Yerrois ?

Le dernier recensement de population avant le début du conflit est celui de 1911. La population résidente, donc habitant Yerres de façon permanente, est de 1929 personnes, 1955 personnes sont présentes le jour du recensement ; on dénombre 556 maisons et 604 ménages.

La répartition par classe d'âge et par sexe est la suivante :

ANNÉES DE NAISSANCE	ÂGE	POPULATION	HOMMES	FEMMES
1910-1911	0-1	31	17	14
1891-1909	20-2	586	309	277
1871-1890	40-21	553	261	292
1851-1870	60-41	496	218	278
1850 et avant	+ 61ans	289	119	170
TOTAL		1955	924	1031

La population est essentiellement ouvrière avec une prédominance pour les métiers du bâtiment (5 charpentiers, 54 maçons, 25 couvreurs, 15 menuisiers, 18 peintres), on compte 83 jardiniers, 28 journaliers, 30 ouvriers à la filature Philippe et Vialard installée dans l'abbaye. Quelques agriculteurs et fermiers sont également présents. De nombreuses femmes travaillent comme employées de maison, couturières, journalières et employées à la filature.

Tous les commerces de bouche sont présents : boulangerie, boucherie, charcuterie, épicerie, marchand de vins.

Les personnalités en vue

La ville est gérée par un Conseil municipal de 16 membres élus en mai 1912 pour une durée de 4 ans par un scrutin à 2 tours.

Ont le droit de vote les hommes nés dans la commune, ou y résidant depuis plus de 2 ans, ou étant inscrits depuis un an au rôle d'une des 4 contributions directes ou au rôle des prestations en nature et, s'ils ne résident pas dans la commune, ayant déclaré vouloir y exercer leurs droits.

En 1912 la liste électorale comprend 583 inscrits. Il y a eu 481 votants, la majorité est de 238 voix.

Dix conseillers sont élus au 1^{er} tour : Messieurs Monnet, Revol, Renaudeau, Bottin, Benoiston, Nicol, Juerre, Baron, Landrieux, Gossiôme.

Au 2^{ème} tour sont élus Labranche, Langevin, Camus, Mulard, Violet et Gardot.

De nouvelles élections auraient dû avoir lieu en mai 1916, mais pour cause de guerre, elles sont repoussées à une date ultérieure. Elles auront finalement lieu en novembre 1919.

Le maire

Le Conseil a élu pour maire Gustave Monnet.

Né à Yerres en 1844 il est le deuxième fils de Eugène Alphonse Monnet, marchand épiciier, et de Louise Désirée Virginie Degarne habitant rue de Paris (actuelle rue Charles de Gaulle).

En 1866, le père est déclaré maçon et la mère marchande épicière. Il est donc d'extraction très modeste mais il fera un stage de

notariat et sera directeur d'un des principaux services de la Compagnie d'Orléans.

Domicilié à Paris en 1873 dans la déclaration de décès de son père, il revient visiblement habiter à Yerres puisqu'on le retrouve présent avec sa femme en 1901 et 1906, rue de Bellevue. Conseiller municipal depuis 1876, adjoint au maire de 1904 à 1912, il aura la lourde tâche de gérer la commune pendant toute la durée de la guerre.

Il décède début 1919 et est enterré à Yerres le 4 février 1919. Les discours prononcés par l'adjoint Labranche et par le maire de Villeneuve-saint-Georges reproduits dans le Numéro du 23/2/1919 de *l'Abeille de Seine-et-Oise* témoignent de son engagement profond dans la vie locale au service de ses administrés.

Le curé

Le curé desservant la paroisse Saint-Honest est l'abbé Loewert né en 1856 et installé à Yerres le 15 novembre 1903.

Il y décède en 1916 et est remplacé par Louis Auguste Siraudeau né le 19 mai 1858, un vicaire l'abbé Parcot est nommé par l'évêque de Versailles en 1913 pour prendre la direction du patronage créé en 1911.

La vie locale

Très peu de témoignages directs permettent de se faire une idée des conditions de vie dans notre commune en ces temps difficiles. Le Conseil municipal se réunit régulièrement plusieurs fois par an, mais ses délibérations mentionnent rarement des événements relatifs à la guerre. On peut néanmoins y relever quelques informations intéressantes.

A la session de novembre 1914, on note l'absence des conseillers municipaux Bottin et Gardot mobilisés. Le Conseil municipal vote jusqu'à fin mars 1915 le maintien des appointements du

secrétaire de mairie Poilvez Henri Prosper mobilisé, puis ils seront divisés par deux. L'instituteur adjoint Louis Recouly a été mobilisé et remplacé à titre provisoire en 1918 par une institutrice réfugiée du département de la Marne. Le Conseil vote la résolution suivante :

Le conseil voulant donner à cette jeune maîtresse un témoignage d'intérêt et un encouragement alloue à Mlle Seffer un supplément de traitement égal à celui de M. Recouly soit 175 francs par an.

Le Conseil municipal accorde le droit à l'employée des postes de fermer le bureau de midi à 13 heures. Elle est surmenée par le surcroît de travail généré par l'arrivée à Yerres de plus de 500 personnes après les bombardements des *gothas* sur Paris.

On notera également que par manque de personnel dû à la guerre, la compagnie Sud Lumière de Villeneuve-Saint-Georges ne peut pas assurer l'installation de l'éclairage électrique à l'école enfantine.

D'autres mobilisations vont perturber la vie des Yerroises et des Yerrois : le patronage des garçons perd son directeur, le vicaire Parcot Léon Joseph arrivé dans la paroisse en 1913. Né en 1883, il est mobilisé pendant toute la durée de la guerre et, rappelé par son évêque pour prendre un poste d'enseignant à l'école Saint-Charles à Juvisy, il ne reviendra pas prendre ses fonctions à Yerres. C'est son père qui le remplace comme directeur du patronage.

Le médecin Dubois, né en 1872, est en campagne du 2 août 1914 au 28 janvier 1919. Mis à la disposition du sous-secrétaire d'État du service de santé, médecin chef de plusieurs hôpitaux de campagne (Coulommiers, Jouarre, Melun), il est promu médecin major de 1^{ère} classe.

Croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, il ne revient pas à Yerres et se retire à Paris. Il sera remplacé à Yerres en 1919 par le docteur Jules Derome auquel succèdera son fils Marc, dont certains Yerrois se souviennent encore.



Le pharmacien Bitouzet, né en 1878, malgré une réforme pour bronchite suspecte prononcée en 1901 et confirmée en 1902, est mobilisé le 23 mai 1917 ; il est affecté à la 24^{ème} section d'infirmiers puis à la 15^{ème}. Il est nommé pharmacien auxiliaire le 6 août 1918 et démobilisé le 18 février 1919.

L'instituteur Foucher Octave, né en 1869, appartenant à la classe 1889, est mobilisé dans la réserve de l'armée territoriale et affecté au service de garde des voies de communication, secteur B section F. Il est placé en sursis d'appel le 31 août 1917 jusqu'au 31 juillet 1918 et mis à la disposition de l'école de Yerres. Le sursis est prolongé jusqu'à nouvel ordre le 20 août 1918.



L'instituteur adjoint Louis Recouly, né en 1884, est exempté pour raison de santé par le conseil de révision de Seine-et-Oise le 27 septembre 1914. Il est placé en sursis d'appel au titre de l'école de Yerres jusqu'au 31 juillet 1917. A la rentrée scolaire de 1917, Louis est mobilisé et Octave Foucher fait son retour à l'école.

Un cas particulier : la réserve des boulangers

Si les Yerrois n'ont pas de médecin, pas de pharmacien ou d'instituteur, « La réserve des boulangers », décrétée par le gouvernement, leur assure la présence permanente d'un boulanger, ce qui souligne l'importance du pain dans la nourriture des Français de l'époque.

Ainsi Jules Douard, boulanger rue de Paris, né le 9 mars 1875, n'est pas mobilisé ; il est mis en sursis comme boulanger par décision du Gouverneur Militaire de Paris, sursis successivement et régulièrement prolongé jusqu'au 30 juin 1917. Le sursis est annulé le 14 juin 1917 pour cause de « *relève des boulangers* », Jules part au front le 28 juin 1917, est blessé au combat le 17 avril 1918 et bénéficiera d'une pension temporaire d'invalidité de 480 francs du 27 septembre 1919 au 26 septembre 1921.

Des témoignages personnels

Dans son journal qu'elle tient pendant la guerre, Marie-Céleste Gossiôme nous fait partager ses inquiétudes : ses deux fils, Maxime et Maurice, et son gendre Fernand sont mobilisés et la gestion du quotidien est très difficile.

Maurice, né le 22 décembre 1894, est mobilisé le 14 septembre 1914, il n'a pas encore 20 ans.

Quelques extraits de son journal :

Maurice est incorporé au 20^{ème} Bataillon de Chasseurs à pied, corps d'élite mais qui exige une somme énorme d'agilité et de déploiement en forces physiques. Réussira-t-il à supporter pareil régime !

19 Septembre 1914 : Carte de Maxime disant qu'il couche en plein champs et ne s'en trouve pas plus mal – sa carte remonte à 10 jours, on n'était pas dans la période pluvieuse que nous amène l'équinoxe.

Le 16 Octobre 1914 : Lettre de Fernand m'annonçant son départ de Lisieux ! Il emmène ses bleus dans un camp du côté de Falaise et de là, ils iront tous au feu ! Que Dieu nous garde le cher Grand !

En même temps que sa bonne causerie, lettre de mon Maurice qui me dit aussi qu'on va envoyer quelques-unes des recrues sur le front ! Sans doute celles qui ont fait la préparation militaire ! Donc d'ici peu mes trois enfants également chers seront aux prises avec ces vandales ! J'en suis bouleversée.

Par ailleurs, dans les comptes rendus des assemblées générales du patronage un patriotisme ardent s'exprime et on peut y lire :

Le prix toujours croissant des denrées alimentaires, du combustible et de tout ce qui est de première nécessité oblige les parents à recourir au travail des enfants afin d'atténuer les charges de famille. Pendant que nos soldats tiennent tête à l'envahisseur, la population de l'arrière s'évertue à ne pas laisser périliter la valeur productive du sol et de pourvoir avec toute l'énergie dont elle est capable aux besoins de l'armée et du reste de la nation. Pour atteindre ce résultat, toutes les forces, toutes les activités, si minimes soient-elles sont mises en œuvre. C'est ainsi que nous voyons nos adolescents pris par les usines de guerre et les plus jeunes occupés aux travaux des champs et de la maison afin de suppléer au manque de bras résultant de la mobilisation. Cette obligation de recourir au travail des tout jeunes, obligation aussi imposée par l'accroissement continu des denrées alimentaires et des autres objets de première nécessité a forcément sa répercussion dans la fréquentation du patronage, surtout aux réunions du jeudi.

LES YERROIS MOBILISÉS DANS LA GRANDE GUERRE

La mobilisation

La mobilisation générale est déclarée le 1^{er} août 1914.

La durée du service militaire a été portée à trois ans par la loi du 7 août 1913 votée après des mois de débats parlementaires. La durée des obligations militaires est de 27 ans : 3 ans dans l'armée active, 11 ans dans la réserve de l'armée active, 7 ans dans l'armée territoriale et 6 ans dans la réserve de l'armée territoriale. A cette date sont donc concernés les hommes des classes 1911 à 1913 pour l'active jusqu'aux hommes des classes 1887 à 1892 pour la réserve de la territoriale.

Les mobilisés les plus jeunes ont 21 ans et les plus âgés 47 ans.

Si on se réfère au recensement de 1911, cela représente entre 300 et 400 hommes qui doivent rejoindre le lieu de stationnement de leur régiment, conformément aux directives contenues dans leur livret militaire. Cela représente de l'ordre de 20% de la population yerroise. Selon leur âge, leur qualification et leur état physique, cette mobilisation touchera différemment les individus. Certains pourront être réformés pour des raisons de santé, ou provisoirement, ou définitivement.

Quelques-uns, parmi les plus jeunes d'entre eux, furent envoyés sur les théâtres extérieurs, occupation des Pays Rhénans après 1918 ou campagnes en dehors de l'Europe : Afrique (Maroc par exemple) et au Moyen-Orient. Selon les décomptes actuels, nous arrivons aux chiffres suivants :

Campagne contre l'Allemagne : 287

Occupation des Pays Rhénans : 17

Participation aux deux : 6

Soit un total de près de trois cents hommes qui ont été pratiquement engagés dans le conflit. A ce chiffre, il faut ajouter celui des personnels mobilisés et maintenus, pour des raisons particulières (ainsi le boulanger cité précédemment), dans l'emploi qu'ils occupaient avant la date de la mobilisation générale.

Exemples de quelques familles Yerroises mobilisées

7 BARTLET, nés et domiciliés à Yerres, ont participé directement au conflit ou à ses suites :

BARTLET Adolphe Henri Marius (27/07/1899) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 29 avril 1918 au 24 octobre 1919
- Occupation des Pays Rhénans : du 5 mai 1921 au 29 juin 1921.

BARTLET Albert Frédéric (18/03/1899) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 19 avril 1918 au 23 octobre 1919

BARTLET Charles Adolphe (14/03/1890-01/06/1936) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 3 août 1914 au 9 août 1919.

BARTLET Félix Louis (16/04/1898) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 14 janvier 1917, puis a servi en Algérie et au Levant.

BARTLET Georges Adolphe (17/08/1874) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 13 août 1914 au 2 janvier 1919.

BARTLET Louis Auguste (30/01/1872) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : du 1^{er} août 1914 au 12 décembre 1914.

BARTLET Louis Georges (22/03/1892-11/12/1919) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : du 2 août 1914 au 11 décembre 1919.

4 DEGARNE, nés et domiciliés à Yerres, ont participé directement au conflit ou à ses suites :

DEGARNE Eugène Pierre (14/02/1886) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : du 3 août 1914 au 7 décembre 1918.

DEGARNE Gabriel Augustin Joseph (09/10/1884) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : du 3 août 1914 au 11 novembre 1918.

DEGARNE Marie Joseph (04/04/1877) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : 2 décembre 1914 - 28 janvier 1916.

DEGARNE Virgile Julien (21/10/1888-27/09/1916) - Né Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : 3 août 1914 - 27 septembre 1916.
• Mort pour la France.

8 PATRON, nés ou domiciliés à Yerres, ont participé directement au conflit ou à ses suites :

PATRON Auguste Amédée (15/02/1868) - Né à Donzy (58)
• Service auxiliaire en novembre 1914.
• Libéré du service militaire le 15 novembre 1918.

PATRON Edouard Lucien (12/03/1893-24/04/1938) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : 2 août 1914 - 30 juin 1919.

PATRON Jules Charles (02/04/1901) - Né à Yerres
• Armée du Rhin du 11 janvier 1923 jusqu'au 2 mai 1923.
• Pupille de Seine-et-Oise.

PATRON Louis Charles (18/08/1899) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : du 20 avril 1918 au 23 octobre 1919.

PATRON Louis Joseph (08/05/1888-1968) - Né à Yerres
• Campagne contre l'Allemagne : 3 août 1914 - 4 avril 1919.

PATRON Lucien Gabriel (07/01/1882-29/09/1915) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 20 mars - 29 septembre 1915.
- Mort pour la France.

PATRON Marcel Charles (23/04/1892-11/06/1915) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 2 août 1914 - 11 juin 1915.
- Mort pour la France.

PATRON Maurice Victor (11/09/1897) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 30 sept. 1916 - 18 septembre 1919.
-

6 ROUSSELLE, nés ou domiciliés à Yerres, ont participé directement au conflit ou à ses suites :

ROUSSELLE Alexandre Ernest (12/12/1889-09/08/1916)

Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 2 août 1914 - 9 août 1916.
- Mort pour la France.

ROUSSELLE Edmond Arcole (18/03/1888-10/11/1979)

Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 4 août 1914 - 27 mars 1919.

ROUSSELLE Edmond Jules (24/05/1880) - Né à Yerres

- Campagne contre l'Allemagne : 26 décembre 1914 - 13 février 1919.

ROUSSELLE Jules Arsène (18/02/1880) - Né à Yerres

Campagne contre l'Allemagne : 2 août 1914 - 8 mars 1919.

ROUSSELLE Liberté Augustin (09/03/1878) - Né à Yerres

Campagne contre l'Allemagne : 3 août 1914 - 6 mars 1919.

ROUSSELLE Paul Léon Auguste (24/10/1879) - Né à Mandres (94)

- Campagne contre l'Allemagne : 6 août 1914 - 19 février 1919.

LES RESTRICTIONS DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE

Réglementation de la vente de viande

Par un arrêté préfectoral il est décidé :

ART. 1 - A partir du 20 mai et jusqu'au 15 octobre 1917, la vente de la viande fraîche, congelée, salée ou en conserves, est interdite les lundi, mardi de chaque semaine.

ART. 2 - Il est également interdit de faire figurer ces mêmes jours la viande ou des plats en contenant dans les établissements ouverts au public.

ART. 3 - Sont considérées comme viande : la viande de boucherie (bœuf, veau, mouton, chèvre), le porc et la charcuterie sous toutes ses formes, ainsi que la volaille, le lapin, le gibier.

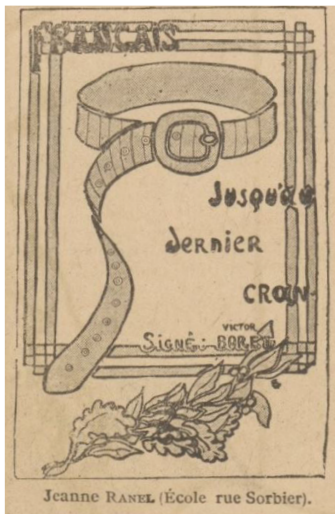
ART. 4 - Les boucheries, triperies et charcuteries seront fermées les jours d'interdiction de vente de la viande ...

ART. 5 - Les boucheries vendant exclusivement de la viande de cheval peuvent rester ouvertes et continuer leur commerce pendant les jours d'interdiction. Toutefois, la consommation de cette viande n'est pas autorisée ces jours-là dans les restaurants...

*Fait à Versailles, le 18 mai 1917
Le préfet de Seine-et-Oise, A. AUTRAND*

Pour les jours sans viande, un vétérinaire inspecteur, F. Métivet donne des équivalents nutritifs dans *L'Abeille de Seine-et Oise* du 12 mai 1918 : 100 grammes de viande de bœuf (aloyau) équivalent et peuvent être remplacés par :

- 54 g. de pâtes ou de riz.
- 55,5 g. de pois cassés.
- 56 g. de lentilles.
- 56,5 g. de haricots secs.
- 75 g. de sardines à l'huile.
- 125 g. d'œufs.
- 185 g. de maquereau.
- 208 g. de morue dessalée
- 238 g. de haricots nouveaux.
- 244 g. de harengs.
- 270 g. de pomme de terre.
- 312 g. de raie.
- 370 g. de merlan, colin.
- 500 g. de carottes.
- 527 g. de petits pois.



Au restaurant, le repas a deux plats

Voici le texte de l'arrêté ministériel réglementant les menus des restaurants et que publie ce matin le Journal officiel :

A partir du 15 février 1917 la consommation des services alimentaires dans les hôtels, pensions, restaurants, buffets, wagons-restaurants, auberges, cafés, brasseries, cafés-restaurants, cercles, clubs, crémeries, coopératives de consommations, cantines, buvettes et tous établissements de consommation ouverts au public est soumise à la réglementation ci-après ;



Economise, charbon, essence, bougie, pétrole,
Emploie la norvégienne et couche-toi de bonne heure



Soyons de bons enfants de la FRANCE, notre mère
Mangeons souvent ces plats de guerre



Du chocolat! des bonbons! des gâteaux! n'en mangez plus
Pour la FRANCE privez-vous du superflu.

Imperatif present

ART. 1 - *Il est interdit de servir au même repas, à la même personne, un nombre de plats supérieur à deux dont un seul de viande. En dehors de ces deux plats le consommateur peut demander :*

1 / Un potage ou un hors-d'œuvre (les hors d'œuvre étant limités à quatre sortes) ;

2 / Un fromage ou un dessert (fruit, confiture, compote, marmelade, pâtisserie).

Les légumes cuits ou crus sont comptés pour un plat quand ils sont consommés séparément, c'est-à-dire quand ils ne servent pas de garniture. Afin de réduire la consommation de la farine, du lait, des œufs et du sucre, l'entremets est supprimé.

ART. 2 - *Le menu du jour ne devra pas comprendre pour chaque repas plus de deux potages et plus de neuf plats, à savoir : 1 plat d'œufs au choix, 2 plats de poissons, 3 plats de viande, 3 plats de légumes.*

Les chefs directeurs ou gérants des établissements visés par le présent arrêté sont tenus de mettre à la disposition des commissaires de police et des autres officiers de la force publique, chaque jour, les menus à partir de 10 heures pour le repas du déjeuner, et à partir de 17 heures pour les repas du dîner. La copie du présent arrêté sera affichée dans tous les établissements soumis à la présente réglementation.

La pâtisserie

Une circulaire du ministre du ravitaillement invite les préfets à prendre sans retard des arrêtés concernant la prohibition pendant deux jours par semaine de la pâtisserie sous toutes ses formes : fraîche, sèche, de conserve et y compris la biscuiterie.



Dans son journal, une Yerroise exprime la difficulté qu'elle a pour nourrir sa famille :

L'hiver si rigoureux nous a privés de tout légume vert et ne mangeant plus de viande le soir, nous vivons exclusivement de légumes secs, riz, pâtes ou puddings au lait et au pain et pomme de terre !

Le charbon devient introuvable, nous faisons abattre nos arbres pour nous chauffer. Le gaz est supprimé. On invente des moyens de cuire les aliments sans feu !

Le sucre est rationné, la carte de ration donne de bons résultats. On s'étonne qu'on ne l'étende pas aux autres denrées.

LES HÔPITAUX AUXILIAIRES DU GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

Yerres fait partie du Camp Retranché de Paris placé sous le commandement du Général Gouverneur Militaire de Paris (G.M.P.). Les hôpitaux auxiliaires sont sous la direction d'une association de la Croix-Rouge Française (ou d'une association affiliée).

344 hôpitaux auxiliaires sont numérotés, pour le G.M.P., avec la répartition suivante :

- SSBM (Société de secours aux blessés militaires):
de 1 à 100 puis de 301 à 312
- UFF (Union des femmes de France) :
de 101 à 200 puis de 401 à 408, plus le convoi A1 de péniches
- ADF (Association des femmes françaises) :
de 201 à 300 puis de 501 à 524

Dès les premiers jours d'août 1914, les hôpitaux auxiliaires sont actifs, on en comptera plus de 1 500 créés par les comités des 3 sociétés, répartis sur l'ensemble du territoire auxquels s'ajoutent les infirmeries des gares. Les infirmières vont prendre en charge pendant toute la guerre trois millions de blessés. Pour la plupart d'entre elles, ces jeunes filles découvrent l'univers masculin, le mélange des classes sociales de différentes populations provenant des colonies.

En 1916, 6 000 infirmières deviennent des auxiliaires du service de santé militaire, dont les contrats prévoient qu'elles assurent leur service de jour comme de nuit. Ce métier est éreintant et fort dangereux ; près de 10% des infirmières présentes sur le front des opérations perdront la vie.

A Yerres, la ville abrite l'hôpital auxiliaire 223 dirigé par l'ADF et le PC est installé au château de La Grange de la Baronne Gourgaud qui est transformé pour loger les blessés et effectuer les soins.



L'association des Dames françaises organise des kermesses, afin de recueillir des fonds pour le fonctionnement de l'hôpital, comme celle du 5 septembre 1915 dans le Parc du Château.

L'association accueille des musiciens pour donner de grands concerts au profit des blessés de la guerre, des hôpitaux auxiliaires 223, 277 et 285.



+ **Association des Dames Françaises**
COMITÉ DE BOISSY-SAINT-LÉGER

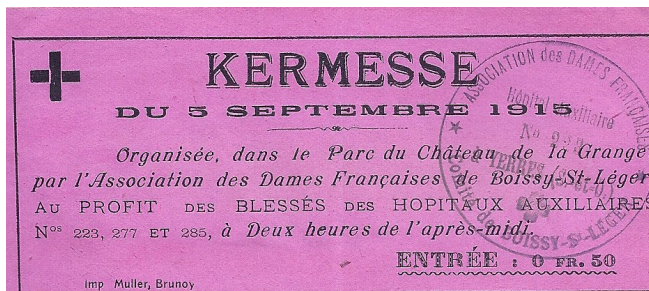
Grand CONCERT avec KERMESSÉ

organisés, dans le Parc du Château de la Grange, au PROFIT des BLESSÉS de la GUERRE des Hôpitaux Auxiliaires N^{os} 223, 277 et 285, le 5 Septembre 1915, à Deux heures de l'après-midi.

PRIX : 3 FR.

Cette carte donne droit aux Entrées de la KERMESSÉ et du CONCERT

ASSOCIATION des DAMES FRANÇAISES
Hôpital Auxiliaire
N^o 223
BOISSY-SAINT-LÉGER (S.-et.-O.)
Comité de BOISSY-SAINT-LÉGER



+ **KERMESSE**
DU 5 SEPTEMBRE 1915

Organisée, dans le Parc du Château de la Grange, par l'Association des Dames Françaises de Boissy-St-Léger

AU PROFIT DES BLESSÉS DES HOPITAUX AUXILIAIRES N^{os} 223, 277 ET 285, à Deux heures de l'après-midi.

ENTRÉE : 0 FR. 50

Imp Muller, Brunoy

ASSOCIATION des DAMES FRANÇAISES
Hôpital Auxiliaire
N^o 223
BOISSY-SAINT-LÉGER (S.-et.-O.)
Comité de BOISSY-SAINT-LÉGER

L'entrée est payante et le public est invité à emporter un souvenir pour aider le personnel à accomplir sa tâche dans les meilleures conditions possibles.



Des annexes existent dans des maisons bourgeoises comme à la Villa de Mme Caresmentrant. Elle était située rue Raymond Poincaré.



Boissy-Saint-Léger - l'Hôpital Auxiliaire 285

Les hôpitaux auxiliaires 277 et 285 sont à Boissy-Saint-Léger : dans la maison d'Henri Legros et dans l'école normale d'institutrices protestantes inaugurée en 1857 sur un terrain appartenant au baron Jean Henri Hottinguer, banquier et maire de Boissy.



À la Grange au Bois, Mme Viel accueillait les blessés en convalescence. Pour son action, elle reçut en 1919 la médaille de bronze de « la Reconnaissance Française ».



LA PROTECTION DES FAMILLES ET LE TRAVAIL DES FEMMES

Les lois de protection des familles

Pendant toute la durée de la guerre, des lois seront adoptées pour protéger les familles des soldats mobilisés. On peut par exemple noter les lois suivantes :

Loi du 7 avril 1917, autorisant la légitimation des enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier dans l'impossibilité de contracter le mariage prévu.

Loi du 27 juillet 1917, instaurant la qualité de pupille de la Nation aux enfants de moins de 21 ans dont soit le père, la mère ou le soutien de famille a été tué à l'ennemi (ou sur un théâtre d'opérations extérieures), soit est mort de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées du fait de la guerre, soit est dans l'impossibilité de pourvoir à ses obligations et charges de famille par suite des blessures et maladies reçues contractées ou aggravées du fait de la guerre. En application de cette loi, Louis-Joseph GEORGES, réformé avec une pension de cent pour cent, dépose une requête auprès du tribunal de Corbeil, le 20 août 1923 par laquelle il demande le titre de pupille de la Nation pour sa fille Yvette née le 29 septembre 1910 à Yerres. On ne connaît pas la décision rendue par le tribunal.

Loi du 15 février 1918, reconnaissant aux femmes de mobilisés, qui sont employées, ouvrières ou salariées, le droit à un congé non payé de durée égale à chacune des permissions du mari.

Loi sur les loyers du 9 mars 1918, assouplissant la résiliation des baux, instituant une exonération totale ou partielle de loyers et des délais de paiement.

Que peuvent et doivent faire les femmes

Par Maurice Barrès de l'Académie Française

Extrait-source : *Écho de Paris*

Je m'adresse à vous, Madame, à vous, lectrice inconnue, qui voulez bien me lire, et je vous prie que vous me laissiez vous transmettre l'appel de notre ministre de l'agriculture et du ravitaillement.

Mesdames on compte sur vous

Monsieur Boret (ministre de l'Agriculture de 1917 à 1919) a besoin de votre collaboration. Il me l'a dit. Il désire que vous vous employiez à créer des habitudes nouvelles de simplicité et de frugalité. Il vous demande de réduire avec méthode toutes vos consommations et celles de votre famille et de faire par votre exemple et votre propagande, que ce soit élégant et louable, cette année, de tout simplifier. Bref, on compte sur vous, Mesdames, pour mettre à la mode le rationnement volontaire.

Ce qu'une femme décrète est fort bien

... On vous demande, Madame, que vous renonciez à ces « cinq à sept » où l'on mange et qui vous conviennent si peu ; que vous vous contentiez de deux repas solides constitués d'éléments simples et sains, sans aucun superflu. Il n'est point question de se condamner à la famine ou au jeûne.

Supprimez le plat supplémentaire, que d'ailleurs vous ne toucheriez à peine, ne mettez pas au rencart ce vêtement qui est encore décent ; réduisez vos achats de chapeaux et de bottines. Cela se verra, cela se saura, vous aurez des imitateurs, et votre geste sans grande efficacité s'il était isolé, prendra une importance énorme en se reproduisant des centaines et des milliers de fois...

Le rationnement volontaire s'impose à tous

Cette invitation au rationnement volontaire s'adresse à toutes les classes de la société, mais c'est d'en haut que l'exemple viendra le plus utilement. Il faut qu'une émulation se crée parmi les favorisés de la fortune pour diminuer leur train de vie. Ainsi le demande le gouvernement et pourquoi donc ?

Parce que les bateaux sont en nombre limité et que, tandis qu'ils vous apportent les marchandises que vous consommez, ils ne nous apportent pas de soldats...

Les restrictions sont les conditions de la victoire

... Chaque fois que nous nous abstenons de consommer, c'est-à-dire de détruire un morceau de pain, un quartier de viande, du lait, du sucre, une bande de cuir, une pièce de drap, nous diminuons d'autant la quantité des matières qu'il nous faut importer pour répondre à nos besoins. Ce tonnage inutilisé servira au transport en France des armées américaines et à leur ravitaillement...

Ceux qui ne se battent pas doivent savoir se priver

.. Ils seront jugés par les soldats et par les étrangers. N'oublions pas que la nation américaine elle-même, est obligée de comprimer sa propre consommation pour pouvoir satisfaire nos demandes. Elle se soumet à des privations pour favoriser notre ravitaillement... Ce ne serait pas une bonne chose que les Américains puissent dire : « on ne se prive de rien à Paris »...

Mesdames, accueillez le conseil de rationnement volontaire que vous adresse le gouvernement et acceptez d'avance les privations et les désagréments qui vous associent légèrement à l'effort de vos fils, de vos maris et vos sauveurs inconnus.

Les femmes piliers de l'effort de guerre

La première Guerre mondiale n'a pas ouvert le monde du travail aux femmes. 37 % des femmes sont actives lorsque la guerre éclate.

A Yerres, dans le recensement de 1911, sur 791 femmes âgées de 16 ans et plus, on compte 334 femmes au travail soit 42 % de cette population.

Les secteurs les plus représentés sont : la couture à domicile (99), la domesticité (76), 48 femmes sont déclarées « *journalières* » sans qu'on sache précisément leur domaine d'activité. La filature Philippe et Vialard installée dans les locaux de l'abbaye emploie 26 ouvrières.

La mobilisation des femmes

Dès le 2 août 1914, tout est désorganisé : 3,7 millions d'hommes sont mobilisés. De nombreuses femmes se retrouvent au chômage.

L'allocation versée par l'État aux épouses des mobilisés est très faible : 1,25 franc par jour et 0,5 franc par enfant. Les femmes vont devoir se débrouiller seules. Certaines femmes sont de véritables chefs de petites entreprises. Madame Massart, blanchisseuse, emploie 9 ouvrières. Madame Viel, propriétaire de la Grange au Bois, a 6 employés de maison à son service.

La mobilisation des paysannes

Dès le 6 août 1914, le Président du Conseil des ministres René Viviani lance un appel aux femmes françaises :

« Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille ».

Yerres compte à l'époque deux fermes importantes :

Au hameau des Godeaux, Louis Gautier, 58 ans, n'est pas mo-

bilisable et son fils Albert, né en 1898 est trop jeune pour partir à la guerre. L'exploitation agricole peut continuer.

Au hameau de Concy, les deux fils Pottier, Henri Gaston et Amédée Gontran, partent sur le champ de bataille. Henri est déclaré « *mort pour la France* » le 12 janvier 1915, Amédée Gontran est prisonnier du 3 décembre 1914 au 24 décembre 1918, nul doute que Marie-Charlotte l'épouse d'Henri-Gaston aidée de leur ouvrier Henri Rouyer (réformé) a dû se mettre au travail.

La mobilisation des ouvrières

Le gouvernement va faire appel aux femmes dans les usines d'armement lorsqu'il devient indéniable que la guerre va durer. Celles qu'on va appeler « *les munitionnettes* » sont en majorité des bonnes et des ouvrières du textile au chômage ainsi que des mères de famille réduites à la misère. La journaliste Marcelle Capy se fait embaucher dans une usine de guerre, sa conclusion est terrible : « Il faut avoir faim pour faire ce métier ».

Dès 1915 Joffre les remercie en affirmant :

« Si les femmes qui travaillent dans les usines s'arrêtaient 20 minutes, les alliés perdraient la guerre ».

Les salaires des munitionnettes restent inférieurs à ceux des hommes mais sont bien supérieurs à ceux pratiqués dans l'industrie textile.

Charlotte Bartlet, née en 1895, est couturière chez Mme Degarne à la déclaration de guerre. Elle racontera à ses petits-enfants, sans jamais évoquer la pénibilité du travail, qu'elle allait à pied de Yerres à Crosne avec ses amies pour travailler dans l'usine d'armement Brandt.

La femme renvoyée dans ses foyers

Dès le 13 novembre 1918, le ministre de l'Armement Loucheur prend une circulaire s'adressant aux ouvrières des usines d'État travaillant pour la Défense Nationale : *En retournant à vos anciennes occupations ou en vous occupant à d'autres travaux de temps de paix, vous serez utiles à votre pays comme vous l'avez été en vous consacrant depuis quatre ans aux œuvres de guerre.*

La guerre terminée, après son passé de munitionnette, Charlotte Bartlet ne reprendra pas son métier de couturière, elle épousera en 1920 Louis Patron, revenu d'Allemagne en 1919. Devenue femme au foyer, elle aura deux enfants qu'elle élèvera avec Lucienne, la fille de son mari née en 1913 dont la mère était décédée début 1919.

La guerre a coûté à la France 1 400 000 vies, 700 000 femmes se trouvent ainsi veuves à l'issue du conflit. Le droit à pension des veuves de guerre n'est fixé que par la loi Lugol du 31 mars 1919. Elles seront nombreuses à devoir se remarier pour des raisons économiques.

Les féministes modérées attendent le vote des femmes comme une récompense. Mais si les Danoises, les Allemandes, les Autrichiennes, les Anglaises, les Russes, les Polonaises, les Hongroises, les Hollandaises, les Suédoises, les Belges, les Canadiennes et les Américaines obtiennent le droit d'être des citoyennes, pas les Françaises. Elles devront attendre la fin de la deuxième Guerre mondiale et seront donc parmi les dernières femmes occidentales à voter.

NÉNETTE ET RINTINTIN

Quand la petite histoire rencontre la grande

Au cours du premier semestre 1918, Paris fait l'objet de plusieurs raids aériens opérés par les avions allemands *gothas* qui s'ajoutent aux bombardements des Zeppelins et aux canonnades des *Pariser Kanonen* (la grosse Bertha dans le langage du temps). Au total, entre le 30 janvier 1918 et le 15 septembre, les *gothas* vont larguer 664 bombes sur la région parisienne dont 295 sur la capitale elle-même. Le nombre de victimes civiles s'élèvera à plusieurs centaines de personnes et on comptera de nombreux blessés. On met en place des systèmes de défense, de postes d'écoute, de détection et de garde aérienne. Les autorités civiles, de leur côté, aménagent des abris d'urgence. Les populations civiles doivent apprendre à vivre avec l'angoisse des bombardements et ces attaques provoqueront un nouvel exode de population en mars 1918.



Apparaissent alors sur le manteau, au revers des vestes ou autour du cou, deux petits lutins de laine érigés en fétiches, en porte bonheur, censés protéger ceux qui les portent des bombardements allemands.

Le phénomène prend une telle ampleur que même le très sérieux journal *Le Figaro* dans son édition du 21 mai s'en fait l'écho :

Nénette et Rintintin ont bien tenu, lors des derniers raids des avions boches. Les sinistres oiseaux à croix noires sont revenus comme ils étaient venus de la visite d'impolitesse qu'ils nous ont faite pour se rappeler à notre souvenir après nous avoir négligés si longtemps.

Fétiches modestes et peu coûteux, Nénette et Rintintin se portent épinglés aux corsages ou accrochés à la chaîne de montre. Nul n'est obligé de s'en prévaloir ou de les afficher, on les peut dissimuler dans sa bourse ou dans son portefeuille. Nombre de marraines sont en train d'en fabriquer pour leurs filleuls, car Nénette et Rintintin sont également infaillibles contre les dangers du front. Ils détournent la pointe des baïonnettes, brisent le plein fouet des balles et annihilent l'effet des gaz toxiques, quels qu'ils soient. Aussi les merceries n'ont-elles plus assez de pelotes de laine pour satisfaire à leur jeune clientèle.

On trouve des Nénette et Rintintin dans le commerce ; mais, acquis à prix d'argent Nénette et Rintintin perdent leur charme, j'entends « charme » au sens occulte de sortilège. Leur pouvoir de talisman ne résiste pas au vil effleurement de l'esprit de lucre. Il faut qu'ils vous soient donnés par la personne qui les a faits pour vous, de ses mains, en songeant à vous.

Nénette et Rintintin, menus fantoches, bibelots du jour, amusettes pour enfants héroïques, petits cadeaux qui entretiennent l'amitié et l'ardeur et la foi sont en passe de devenir les patrons de la France et de Paris. Et je gage que Jeanne d'Arc et sainte Geneviève n'en sont pas jalouses.



Dans le numéro de la « *La Baïonnette* » du 4 juillet 1918, c'est Pierre Mac Orlan lui-même qui célèbre « *Les petits soldats de la bonne chance* » :

Nénette et Rintintin sont un peu du génie de notre pays. C'est l'éternelle et touchante idée du faible protégeant le fort contre les infortunes stupides que l'intelligence des hommes a su créer. La première et la dernière page de couverture illustrent le phénomène avec deux beaux dessins de Poulbot et de Delaw.

Le phénomène s'amplifie, Nénette et Rintintin deviennent objet de poèmes, de chansons, de pièces de théâtre, ce qui ne va pas plaire à tout le monde et en particulier à l'Église catholique.

Dans le numéro du journal *La Croix* du 26 juin 1918, le père Henry Reverdy s'insurge :

L'étrange, je devrais dire le comique, de cette recrudescence de superstition, c'est qu'elle sévit ou un temps qui se targue de n'admettre que les démonstrations scientifiques. Ces gens n'ont

point de religion, mais ils admettent le pouvoir de Nénette et Rintintin... Nénette et Rintintin ne sont intéressants que parce qu'ils sont la démonstration extérieure, générale, éclatante comme les couleurs de leur vêtement, de la superstition et de l'ignorance qui habitent les âmes modernes.

Mais d'où viennent Nénette et Rintintin ?

Francisque Poulbot, affichiste, dessinateur, illustrateur français, agacé par l'emprise du jouet allemand sur le marché français crée une série de poupées de porcelaine, dont un petit garçon et une petite fille qu'il nomme « Nénette » et « Rintintin ».

Présentés dans le catalogue « *Etrennes* » d'un grand magasin parisien de décembre 1913, ces poupées n'eurent pas un grand succès. Et Francisque Poulbot ne fut certainement pas l'auteur de nos fétiches en laine, mais les prénoms qu'il utilisa durent plaire aux jeunes femmes des ateliers de couture qui en furent apparemment les créatrices. On en vit de toutes les couleurs, de toutes les tailles. Et les petites filles, qui dans les années 50 s'amuseront dans les cours d'école à fabriquer des « Nénette et Rintintin », ne s'imagineront jamais ce que furent ces créatures de laine pour leurs grands-mères ou leurs grands-pères.



Mais l'histoire ne s'arrête pas là

Le 15 septembre 1918, le caporal américain Lee Duncan, mitrailleur sur un bombardier américain, recueille deux chiots, un mâle et une femelle, survivants d'un chenil de l'armée impériale allemande bombardé à Flirey. Et que croyez-vous qu'il arriva ? Il baptisa la femelle « *Nénette* » et le mâle « *Rintintin* ». Pendant le retour Aux Etats-Unis, Nénette meurt durant la traversée. Rintintin démontre des qualités physiques exceptionnelles et devient le héros de nombreux spectacles, films et feuilletons.



Rintintin, après sa brillante carrière artistique, meurt le 10 août 1932 à l'âge de 13 ans. Lee Duncan le fait rapatrier en France et enterrer au cimetière des chiens à Asnières.

A partir de 1960, le feuilleton « *Rusty et Rintintin* » fera la joie des petits téléspectateurs français. Ce ne sont pas moins de 164 épisodes qui seront diffusés par la télévision française.

Nénette et Rintintin

Chanson populaire

Paroles de Georges MILLANDY

Musique de René Mercier – H. Piccolini

(transcription de Yoann Couix)

§



Ell' s'ap pe lait Né net te Il s'app' lait Rin tin tin; C'ét ait un' mi di

11



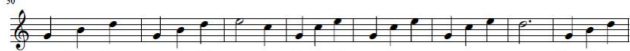
net te. C'ét ait un p'tit ga min. Tous les soirs on voy ait sur l'mêm'che min

21 Refrain



Nénette et Rin tin tin Et Rin tin tin la te nait par la main. Lui ré pé

30



tait: "J'r'aim' bien ma p'tir' Né net te." Et la Né nette a vec son air mu tin. Lui ré pon

38



daît: "J'r'a dor' mon p'tir' Tin tin!"

§

Un soir, le long d'la Seine
Ils s' prom'naient tranquill' ment,
Quand v'la l'cri d'la sirene
Qui r'tentit subit' ment...
Les sergents d'vill' criaient : Pressons le pas,
Les goss's, v'la Gothas !
Mais Rintintin disait : Oh ! ca va bien!
On s'en fait pas pour ca, pas vrai, Nenette ?
Et la Nenett' reprenait : C'est certain :
On n'a pas peur, nous deux, pas, Rintintin ?

Mais v'la qu'au coin d'un nuage,
Ils apercoiv'nt soudain
Un boch' qui, d'un virage,
S'am'nait sur eux grand train,
Tous deux penser'nt : Pour sur il nous a vus
Ca y est : on est fichus !...
Mais Rintintin disait : Ben ! c'est l'destin :
On va mourir ensembl' dis, ma Nenette?
Et la Nenett' repondait : Ca fait rien...
On mourira, tous deux, pas mon Tintin?

(etc.)

LA MÉMOIRE :

la Nation reconnaissante aux soldats morts pour la France et aux anciens combattants

Dès juillet 1915, la Nation se préoccupe de rendre hommage à ceux qui ont défendu la patrie au péril de leur vie en promulguant une loi définissant l'attribution de la mention « *mort pour la France* ». La loi du 29 décembre 1915 concerne les lieux de sépulture à établir pour les soldats des armées françaises et alliées décédés pendant la durée de la guerre. Elle prévoit l'achat de terrains par l'État, l'entretien pouvant être confié soit aux municipalités, soit à des associations régulièrement constituées.

Le 25 octobre 1919, une « *loi relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la grande guerre* » regroupe un certain nombre de dispositions qui malheureusement ne verront pas toutes le jour. Elle prévoyait une inscription de tous les soldats français morts pour la France sur des registres déposés au Panthéon. L'État devait remettre à chaque commune un livre d'or sur lequel seraient inscrits les noms des combattants des armées de terre et de mer morts pour la France, nés ou résidant dans la commune. Elle prévoyait également qu'une cérémonie serait organisée par la municipalité tous les ans le 1^{er} ou le 2 novembre.

Le monument aux morts

A Yerres, la décision d'ériger un monument commémoratif dédié aux morts de la Grande Guerre fut prise lors de la séance du Conseil municipal du 16 août 1919. Elevé grâce à une souscription publique, la première pierre est posée le 2 novembre 1919 et le monument est inauguré le 14 août 1921 (presque trois ans après l'armistice). Il comporte 73 noms dont le lien de certains avec la commune n'est pas encore complètement élucidé.



Monument aux Morts - Yerres.

Patronymes inscrits sur le Monument aux Morts

- ALLANT René (1896-1916)
 ALTERO Marcel (1885-1917)
 BAUDIER Henri (1886-1915)
 BERTHIER André (1892-1917)
 BERTHIER Auguste (1896-1916)
 BERTRAND Albert (1882-1916)
 BLAZY Robert (1896-1917)
 BOISSIERE Jean
 BOULLAY
 Emile Léon Désiré (1881-1918)
 inscrit BOULAY D. sur le monument
 BOUYGE André (1895-1915)
 CAPITAIN Edmé Gustave (1885-1915)
 inscrit G. sur le monument
 CARTEREAU Georges (1887-1914)
 CARTIER Raymond (1880-1914)
 CATEL René (1896-1916)
 DE COQUEREAUMONT
 Marie Joseph Raoul (1883-1915)
 inscrit J. sur le monument
 CHATEAU Marcel (1892-1915)
 COLLET Paul (1887-1915)
 COPLEUTRE Albert (1885-1918)
 COUESNON Louis (1878-1915)
 COURTOIS Stanislas (1889-1917)
 DAGEE Maurice (1895-1916)
 DEGARNE Julien Virgile (1888-1916)
 inscrit V. sur le monument
 DEGARNE Marie Joseph (1877-1918)

DELAROCHE Henri (1872-1917) MENU Georges (1896-1916)
 DEVINAT Emile (1889-1918) MILLET Gabriel (1896-1916)
 DUMOLARD Marcel (1894-1915) NEFF V.
 DUPEZ Ernest (1880-1915) NEVEU Victor (1889-1914)
 ESCHGER Marcel (1884-1914) NOËL Raymond (1895-1918)
 FLORENS Charles (1875-1918) PATRON Lucien (1882-1915)
 FONCE Jules (1896-1918) PATRON Marcel (1892-1915)
 GALL Lucien (1887-1915) PERIN Georges (1890-1918)
 GENOU Jean (1889-1914) PERREAU Alexandre (1877-1915)
 GEORGE Léon (1893-1916) inscrit PICHOT Joseph (1896-1916)
 GEORGES sur le monument PINON Georges (1884-1915)
 GORSE Louis (1894-1917) PIOT Jules (1892-1918)
 GOUILLON Camille (1886-1915) PIRIOU Jean (1894-1915)
 GRIGNY Maurice (1892-1917) POMMIER Paul (1885-1916)
 GUILLE Augustin (1877-1916) PONS Marcel (1896-1917)
 JACQUINOT Albert (1894-1915) POTTIER Henri (1879-1915)
 JAILLET Henri (1892-1919) POUPINEL Jean (1892-1918)
 JOURDAIN Marcel (1897-1917) PROUST Pierre (1884-1916)
 JOUSSELLIN Georges (1867-1916) RENVOISE Alexandre (1896-1916)
 LANDRON Jacques (1888-1916) ROGE André (1892-1915)
 LANGEVIN Raymond (1889-1916) ROLLIN Charles (1893-1918)
 LEBRUMAN Edouard Alphonse ROUSSELLE Alexandre (1889-1916)
 dit Capitaine (1884-1918) SERVAIS Maurice (1895-1917)
 sur le monument TOURNEFIER Delphin
 LECHEVALIER Louis (1894-1915) dit Léon (1870-1916) L.
 inscrit LECHEVALLIER sur le monument
 sur le monument VIBERT Henri (1884-1917)
 LETURMY Henri (1883-1914)
 LHEUR Jules (1879-1918)
 MANSO Jean (1884-1918)

Les recherches menées depuis plusieurs années afin de retrouver la trace de chacun des 73 hommes dont le nom est inscrit sur le monument aux morts de Yerres ont permis d'en identifier 71. Seuls, J. BOISSIERE et V. NEFF manquent encore à l'appel. Le cas de J. BOISSIERE est partiellement résolu puisque son prénom, Jean, figure à la suite de son nom, sur la plaque commémorative de l'église Saint-Honest. A l'inverse, le nom de V. NEFF n'y figure pas et tous les documents consultés, dont l'original de la liste manuscrite adoptée par le Conseil municipal, ne mentionne que la première lettre de son prénom.

Plusieurs noms comportent aussi des erreurs orthographiques :

BOULLAY Emile Léon Désiré (1881-1918)

inscrit BOULAY D. sur le monument

GEORGE Léon (1893-1916)

inscrit GEORGES L. sur le monument

LECHEVALIER Louis (1894-1915)

inscrit LECHEVALLIER L. sur le monument

Ceux qui pourraient aussi y figurer

Les noms de plusieurs soldats « *Morts pour la France* », nés à Yerres ou inhumés dans le cimetière communal par leur famille devraient venir s'ajouter à cette liste.

LEQUEUTRE Jean (1893-1919) ;

MONTBERTIER Paul (1886-1914) ;

NOËL Paul (1888-1915) ;

RICHEUX Eugène (1889-1914).

Les lieux d'inhumation des soldats



Carré militaire dans le cimetière de Yverres.

Les soldats tués ont été inhumés dans les grandes nécropoles nationales. Certaines dépouilles ont été rapatriées par les familles et enterrées dans des sépultures familiales ; d'autres sont situées dans ce qu'il est convenu d'appeler un « carré militaire ». Ainsi, à Yverres, ce carré militaire comprend les sépultures identiques de sept Yerrois morts pour la France.

DAGEE Maurice : né le 12 mars 1895 à Yverres, tué à l'ennemi le 14 décembre 1916 au nord de Douaumont (Meuse). Il était menuisier.

DEGARNE Virgile Julien : né le 21 octobre 1888 à Yverres, décédé le 27 septembre 1916 à Cerisy (Somme) suite à des blessures de guerre. Il était journalier.

GEORGES Léon Julien : né à Yverres le 16 juin 1893, tué à l'ennemi le 3 mars 1916 à Vauquois (Meuse). Il était serrurier.

GUILLE Augustin Eugène Louis : né le 3 juillet 1877 à Bièvres, province de Namur (Belgique) décédé le 29 juin 1916 à Dugny (Meuse) suite à des blessures de guerre. Il était cocher.

PERREAU Alexandre : né le 12 août 1877 à Donzy (Nièvre), décédé le 17 juin 1915 à Noeux les Mines (Pas de Calais) suite à des blessures de guerre. Il était jardinier.

ROLLIN Charles : né le 5 juillet 1893 à Yerres, tué à l'ennemi le 13 juillet 1918 à Longpont (Aisne). Il était couvreur.

SERVAIS Maurice Gustave : né le 9 mai 1895 à Balagny-sur-Thérain (Seine et Oise), tué à l'ennemi le 17 avril 1917 à Laffaux (Aisne). Il était couvreur.

Plaque commémorative et ex-voto 1914-1918 de l'église Saint-Honest

La plaque commémorative de l'église Saint-Honest a été offerte par le Baron Gourgaud en hommage aux soldats et paroissiens de Yerres « *Morts pour la Patrie* » au cours de la guerre de 1914-1918. Fixée sur un mur de la chapelle du Rosaire, elle est entourée de 16 ex-voto dont 12 se rapportent à la Grande Guerre.

Elle comporte 84 noms alors qu'il y en a 73 sur le monument aux morts et 67 d'entre eux figurent à la fois sur la plaque de l'église et le monument aux morts de Yerres.

« ILS SONT MORTS POUR LA PATRIE »

Don de Mr le Baron Gourgaud

ALLANT René ; ALTERO Marcel ; BAUDIER Henri ;
BERTHIER André ; BERTHIER Auguste ; BERTRAND
Albert ; BLAZY Robert ; BOISSIERE Jean ; BOULLAY Désiré ;
BOUYGE André ; CAPITAIN Gustave ; CARTEREAU Georges ;
CARTIER Raymond ; CATEL René ; COCHET Henri ; COLLET
Paul ; COPLEUTRE Albert ; COUESNON Louis ; COURTOIS
Stanislas ; DAGEE Maurice ; DE COQUEREAUMONT Joseph ;
DEGARNE Joseph ; DEGARNE Virgile ; DELAROCHE Henri ;
DEVINAT Emile ; DUCROUX Georges ; DUFLOS Maurice ;
DUPEZ Ernest ; ESCHGER Marcel ; FLORENS Charles ;
FONCE Jules ; GENOU Jean ; GEORGE Léon ; GORSE Louis ;
GOUILLON Camille ; GRATCA Marcel ; GRENIER Paul ;
GRIGNY Maurice ; GUILLAUME Gaston ; GUILLE Augustin ;
JACQUINOT Albert ; JAILLET Henri ; JOUANNOT Léonce ;
JOURDAIN Marcel ; JOUSSELIN Georges ; LANDRON Jacques ;
LANGEVIN Raymond ; LEBRUMAN Edouard ;
LECHEVALIER Louis ; LEGAL Lucien ; LEGRAND Oscar ;
LETURMY Henri ; LHEUR Jules ; MANSO Jean ; MARQUANT
Georges ; MENAGER Eugène ; MENU Georges ; MILLET
Gabriel ; NEVEU Victor ; NORMAND Félix ; PATRON Lucien ;
PATRON Marcel ; PERRIN Georges ; PERREAU Alexandre ;
PICHOT Joseph ; PINON Georges ; PIOT Gustave ; PIRIOU
Jean ; POMMIER Paul ; PONS Marcel ; POUPINEL Jean ;
PROUST Pierre ; PROVILLE Eloi ; RENVOISE Alexandre ;
ROGE André ; ROLLIN Charles ; ROUSSELLE Alexandre ;
ROWIES André ; SCOUMANNE André ; SERVAIS Maurice ;
THOMAS Joseph ; TOURNEFIER Delphin ; VARNIER Paul ;
VIBERT Henri.



MEMENTOTE PATRUM

SOUVENEZ-VOUS DE VOS PÈRES

I Mac.

1914 - 1918

GOUILLON CAMILLE. L?	COLLET PAUL	DUPEZ ERNEST	ESCHGER MARCEL. AD?
CARTIER RAYMOND	BAUDIER HENRI	DEGARNE VIRGILE	BLAZY ROBERT N° 105 L?
GUILLAUME GASTON	PROVILLE ELOI	PROUST PIERRE	TOURNEFIER LEON
GENOU JEAN	LANDRON JACQUES. L'AD?	MILLET GABRIEL	BOULLAY DESIRE
THOMAS JOSEPH	PATRON MARCEL	CATEL RENE	POUPINEL JEAN L?
LETURMY HENRI	DUKROUX GEORGES	MENU GEORGES	SCOUMANNE ANDRÉ
CARTEREAU GEORGES	VARNIER PAUL	DAGÉE MAURICE	JOUANNOT LEONCE
NEVEU VICTOR	GEORGE LEON	ALLANT RENE	PIOT GUSTAVE
CAPTAIN GUSTAVE	MARQUANT GEORGES	SERVAIS MAURICE	PERRIN GEORGES
PINON GEORGES	JOUSSELIN GEORGES. C?	JOURDAIN MARCEL	FLORENS CHARLES
ROVVIÉS ANDRÉ	LANGEVIN RAYMOND	COURTOIS STANISLAS	ROLLIN CHARLES
ROGÉ ANDRÉ	GUILLE AUGUSTIN	BERTHIER ANDRÉ. S L?	LEGRAND OSCAR
PERREAU ALEXANDRE	POMMIER PAUL	GRIGNY MAURICE	FONCE JULES
LEGAL LUCIEN	BERTRAND ALBERT	ALTERO MARCEL	DEVINAT EMILE
LECHEVALLIER LOUIS. L?	PICHOT JOSEPH	GORSE LOUIS	MÉNAGER EUGÈNE
PIRIOU JEAN	DUFLOS MAURICE	PONS MARCEL	COPELUTRE ALBERT
JACQUINOT ALBERT	ROUSSELLE ALEXANDRE	VIBERT HENRI	LHEURE JULES. S L?
COUESNON LOUIS	RENVOISE ALEXANDRE	GRENIER PAUL. L?	DEGARNE JOSEPH
GRATCA MARCEL	BERTHIER AUGUSTE	COCHET HENRI	MANSO JEAN
PATRON LUCIEN	NORMAND FÉLIX	DELAROCHE HENRI. L?	JAILLET HENRI
LEBRUMAN - EDOUARD	DE COQUEREAUMONT JOSEPH	BOISSIÈRE JEAN	BOUYZE - ANDRÉ

ILS SONT MORTS
POUR LA PATRIE

Les ex-voto

- 1 – « La Fanfare d'Yerres à Ses Membres
Morts pour la Patrie 1914-1917 »
- 2 – « A notre Fils Maurice SERVAIS
Tombé le 16 avril 1917 à l'âge de 22 ans »
- 3 – « DOUAUMONT Merci »
- 4 – « CREDO 1914-1919 A.L. »
- 5 – « A la mémoire de Emile DEVINAT tombé au Champ
d'Honneur au combat de Gaouz Maroc le 9 août 1918 »
- 6 – « A la mémoire de Louis LE CHEVALIER sous-lieutenant
au 8^e Zouaves mort au Champ d'Honneur en Artois le
16 juin 1915 »
- 7 – « Henri VIBERT décédé à Salonique le 28 septembre 1917
à l'âge de 34 ans »
- 8 – « A la mémoire de mon fils Louis TÊTU
tombé au Champ d'Honneur le 29 septembre 1918
à Saint Quentin à l'âge de 22 ans »
- 9 – « A la mémoire de René ALLANT tombé à Bouchavesnes
le 14 septembre 1916 à l'âge de 20 ans »
- 10 – « Henri COCHET Mort pour la France à Verdun
le 13 avril 1916 à l'âge de 28 ans »
- 11 – « A la mémoire de mon filleul André VASNIER
mort pour la Patrie le 11 octobre 1916 à l'âge de 26 ans »
- 12 – « Marcel Louis MOLLARD brigadier Médaille militaire
et Croix de Guerre tombé à Tahure le 11 octobre 1915
Priez pour lui »

Neuf des douze ex-voto liés à la Guerre 1914-1918 sont dédiés à la mémoire d'un soldat :

René ALLANT ; Henri COCHET ; Emile DEVINAT ; Louis LECHEVALIER ; Marcel Louis MOLLARD ; Maurice SERVAIS ; Louis TÊTU ; André VASNIER ; Henri VIBERT.

Le nom de cinq d'entre eux figure sur la plaque de l'église ainsi que sur le monument aux morts de Yerres.

Un est dédié « Aux membres de la fanfare d'Yerres morts entre 1914 et 1917 » et aucun document ne permet aujourd'hui de les identifier. Enfin, deux expriment des remerciements personnels. Le premier est identifié par des initiales : « CREDO 1914-1919 A.L. », le second est anonyme : « DOUAUMONT Merci ».

Des morts, mais aussi des blessés et des prisonniers

Si le monument aux morts rappelle le souvenir des Yerrois morts pour la France, on ne doit pas oublier les nombreux blessés et prisonniers de guerre et les difficultés du retour à la vie civile de tous ces soldats qui ont défendu leur patrie. Cent ans après la fin de cette guerre, il est impossible de les recenser et de les citer tous. Seuls, quelques-uns, rencontrés au cours de nos recherches, sont mentionnés ici. Mais en les citant, nous rendons hommage à tous ceux qui resteront à jamais dans l'anonymat.

Quelques grands blessés :

POILVEZ Henri Prosper Né le 17 juillet 1876 à Paris, secrétaire de mairie, mobilisé le 14 août 1914.

Blessé à la cote 132 en décembre 1914,

Réforme n°1 proposé pour pension définitive, invalidité de 60 %, commission du 23 juillet 1919.

Décédé le 29 décembre 1919 à Alfortville.

ROLLET Charles Emile - Né le 10 avril 1881 à Yerres, peintre en bâtiment, mobilisé le 2 août 1914.

Blessé le 20 septembre 1914 au combat du bois de Spincourt (Meuse). Plaie par balle et fracture du genou droit. Blessure ayant nécessité l'amputation de la cuisse droite.

Médaille militaire. Croix de guerre avec palme.

Décédé le 28 novembre 1921 à Yerres.

BAUDIER Raymond Né le 21 avril 1897 à Yerres, apprenti serrurier, mobilisé le 11 janvier 1916.

Blessé le 16 avril 1917 à Berry au Bac par éclat d'obus aux deux cuisses. Après de longs mois passés dans une ambulance au front puis dans un hôpital militaire de Chartres, il achèvera sa convalescence chez Madame Viel à la Grange au Bois. Admis à une pension de 960 francs par an par arrêté ministériel du 14 juin 1922.

Carte du combattant le 6 juin 1928.

Des prisonniers :

REVOL Marcel

Né le 8 avril 1896 à Yerres, boulanger.

Mobilisé le 12 avril 1915, il n'a pas encore 20 ans.

Tombé aux mains de l'ennemi le 11 novembre 1914, prisonnier, rapatrié le 7 décembre 1918.

REVOL Alfred

Né le 28 octobre 1879 à Yerres, marié, père de famille, charron.

Mobilisé le 6 août 1914.

Disparu au combat le 7 avril 1918, interné en Allemagne, rapatrié en France le 7 janvier 1919.

PATRON Louis

Né le 8 mai 1888 à Yerres, marié, père de famille, couvreur plombier. Mobilisé le 3 août 1914.

Disparu au combat le 2 mars 1916, prisonnier à Landau en Allemagne, après 2 tentatives d'évasion, rapatrié en France le 11 février 1919.

Le livre d'or

Contrairement aux communes voisines de Brunoy, Montgeron ou Crosne, on ne trouve aucune trace du livre d'or de Yerres. Par contre le nom d'Ernest DUPEZ, né à Yerres le 13 août 1880, tué à l'ennemi le 17 février 1915 à Vauquois(Meuse), est reporté sur le livre d'or de Montgeron et le nom de Lucien Gabriel Patron, né le 7 janvier 1882 à Yerres, mort sur le champ de bataille à Souain (Marne), est reporté sur le livre d'or de Brunoy.

Insigne spécial pour les pères, mères, les veuves, les veufs des morts pour la France

La loi du 30 avril 1946 crée un insigne spécial pour les pères, mères, veufs et veuves des « *Morts pour la France* ». La cérémonie de remise est fixée au 2 novembre par le ministre des anciens combattants.

Les demandes suivantes faites à la mairie de Yerres sont acceptées. La remise des médailles a lieu le 11 novembre 1947 :

COPLEUTRE Juliette Rosalie, Veuve de COPLEUTRE Albert, Emile né le 1^{er} novembre 1885, tué à l'ennemi le 14 septembre 1918. Le nom d'Albert figure sur le monument aux morts de Yerres.

BUSSY Germaine, veuve de FLEURY Amédée né le 25 février 1889, tué à l'ennemi le 2 octobre 1914.

JOURDAIN Hélène née DEROUIN, mère de Marcel Joseph JOURDAIN, né le 6 février 1897, tué à l'ennemi le 16 avril 1917. Le nom de Marcel Joseph figure sur le monument aux morts de Yerres.

LETURMY Ernestine, veuve de LETURMY Henri Victor, né le 8 mars 1883, décédé le 27 novembre 1914 de maladie contractée en service. Le nom d'Henri Victor figure sur le monument aux morts de Yerres.

MACE Marie, veuve MAGNIEN, épouse et veuve de Jean Arthur Paul MAGNIEN né le 9 juin 1887, tué à l'ennemi le 24 septembre 1914.

BERTHIER Catherine, mère de BERTHIER Auguste né le 11 septembre 1896, tué à l'ennemi le 7 octobre 1916. Le nom d'Auguste figure sur le monument aux morts de la ville de Yerres.

NOEL Camille Paul, père de NOEL Paul Louis né le 11 juin 1888, tué à l'ennemi le 13 juillet 1915 et père de NOEL Raymond Jean-Marie né le 8 mai 1895, accidenté en service le 13 septembre 1918. Le nom de Raymond Jean-Marie figure sur le monument aux morts de la ville de Yerres.

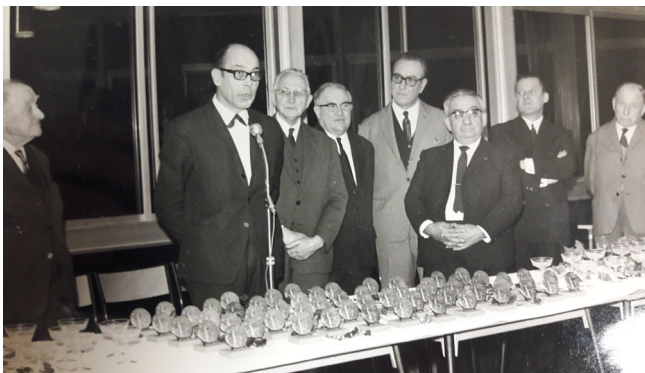
La médaille commémorative du 50^{ème} anniversaire de l'armistice

Par lettre du 19 novembre 1968, le trésorier payeur général de l'Essonne rappelle au maire de Yerres qu'une médaille commémorative du 50^{ème} anniversaire de l'armistice du 11 novembre frappée par l'administration des Monnaies et Médailles peut être commandée par son intermédiaire au coût de 29 francs pour une médaille de bronze de 68 mm. Les deux associations locales d'anciens combattants, l'ARAC et l'AYAC, fournissent des listes de potentiels receveurs ce qui aboutira à la commande de 58 médailles qui seront remises par le maire Paul Sanouiller, au restaurant du CEC le 11 janvier 1969. Cette remise fera l'objet d'un bref compte-rendu dans le numéro 3 du journal local « *Les amitiés yerroises* » de 1969.

Les heureux récipiendaires étaient :

AUCANTE Jules, BALLIOT Marceau, BERGON Henry, BOUILLET Jean, BOUFFETIER Gabriel, BOURGEOIN Marceau, CARON Albert, CHARLES Léopold, CHARPENTIER MIO Maurice, COLLET Louis, CORMILLOT Georges, DANDINE Jean-Pierre, DAVID Abel, DEBRAY Clément, DELCOUR Jean-Baptiste, DOLLE Louis, ESTAGER Remi, GALIOT Fernand, GAUTHIER Samuel, GOSSIOME Maurice, GROSPERRAIN Claude, GOMMERY Léon, GUYOT Clément, HEMERY Henry, KOEHLER Frédéric, LALAU Paul, LAMOTTE Armand, LECLAIRE André, LEFORT André, LEMAIRE René, LEMONNIER Lucien, LIZEROUX Ernest, MALINGRE Georges, MALO Victor, MARIA Marcel, MARTELET Fernand, MENARD Gaston, MERCIER Elie, MOIGNARD Marcel, MORLET Louis, PETIT Norbert, PIGEON Victor, PLAUT Albert, POUTEAU

Léon, PRADEL Jean, RAINAT Claude, REGNAUD Emile, ROUCHER Maurice, ROUSSELLE Edmond, SABAS Léon, SOULIE Auguste, SICARD Edmond, TELINDER , TESSIER Eugène, THOREAU René, VERNET Marius, VACHEY Pierre, WILLOCQ Georges.



F. KOEHLER témoigne : Ce repas n'avait aucun caractère officiel, aucune personnalité n'y assistait, seuls les A.C. 14-18 étaient invités, sans distinction de grade ou de situation. Nous étions bien simplement réunis entre poilus, autour d'une roulante dont nous n'avions aucune idée il y a 50 ans et plus.



Lettre d'un Poilu à sa mère du
11 novembre 1918

Belval (ouest de Metziers)
11 Novembre 1918
gh

Ma chère Maman,
Enfin ça y est!!!!!!
Ce matin à 5^h 30, celui d'entre
nous qui était à l'écoute est venu
nous réveiller précipitamment, nous
apportant la bonne nouvelle de
la cessation des hostilités pour
onze heures.

En moins de cinq minutes, tout le village fut sur pieds et chacun nous abordait en demandant: "Alors c'est vrai! C'est officiel!!"

Le onze novembre 1918 sera sans nul doute la plus belle journée de la guerre.

Maintenant que nous avons trente et un jours pour nous rendre jusqu'au Rhin, on va pouvoir prendre son temps et se reposer un peu.

Il faut compter cinq ou six
mois encore avant que nous
ne soyons redevenus civils;
et d'ailleurs j'envoie avec
plaisir un séjour de quelques
mois en Allemagne, séjour de
tout repos, surtout pour nous.

Je ne sais si mon courrier
t'arrive bien, mais ici nous
n'avons rien reçu depuis trois
jours; il est vrai que les condi-
tions de transport deviennent

plus difficiles à mesurer qu'on
s'éloigne de nos terminus de
chemins de fer qui sont encore
bien loins de nous, (40 à 50 kilo-
mètres environ). Notre ravitail-
lement n'est pas arrivé pendant
48 heures, pendant lesquelles on
s'est nourri comme on a pu.
Il est enfin parvenu à destination
ce matin.

Bons baisers bien tendres -
partages avec Papa

M. Gossio

Signé Maurice Gossio (Yerrois)

LA VIE CONTINUE

Malgré les combats, à l'arrière, pour les civils et les Parisiens en particulier, depuis que l'on ne redoute plus l'arrivée des allemands, la vie continue. Certes pas tout à fait comme avant mais ceux dont l'âge, la santé, les ont éloignés du champ de bataille profitent lors de sorties, des théâtres, des musées et des expositions qui sont parfois organisées au profit des veuves, des orphelins et des blessés.

Paris Plage aux Tuileries

Aux portes des Tuileries, les Parisiens peuvent en ce mois d'août 1915, profiter pleinement des joies de la plage. Il ne manque ni les vagues, ni les cuirassés...

C'est une vraie plage :

Large bordure de sable blanc, point de galets et des vagues douces qui viennent mouiller plus haut que les genoux.

Les familles s'y installent sur des pliants, comme à la vraie mer, les mamans en arrière laissant le rivage aux travailleurs des forts ou plutôt des tranchées. On creuse des rigoles profondes dans le sable et l'on y apporte l'eau pour patauger comme le faisait le grand frère l'hiver dernier.

Des peupliers centenaires abritent ce petit monde affairé. Sans doute, le tramway corne en hauteur, du Pont Solférino, les badauds contemplent cette animation balnéaire et, il faut, pour avoir des vagues, attendre le bon plaisir du bateau-mouche.

La plage Solférino est vraiment une jolie plage pour jouer à la petite guerre.

Les théâtres pendant la guerre

Beaucoup de salles de spectacles ferment dès le début du conflit : le personnel est mobilisé et les Parisiens n'ont guère le cœur à se divertir.

Peu à peu, la guerre se prolongeant, l'activité reprend, mais dûment encadrée par la censure et restreinte par mesure de sécurité et pour économiser l'énergie. Par ailleurs, le théâtre subit alors la concurrence du cinéma et de ses actualités. Aller au spectacle paraît futile, voire immoral. Les programmations prennent donc une tournure très patriotique. De nombreux spectacles ont pour vocation de réunir des fonds au profit d'œuvres de charité, souvent à l'occasion de journées de bienfaisance ou de journées patriotiques, ou de distraire ceux qui en ont le plus besoin, réfugiés, permissionnaires, blessés ou convalescents.

Les artistes lyriques et dramatiques apportent ainsi leur contribution à l'effort de guerre. Les représentations se tiennent aussi bien dans les lieux traditionnellement dédiés au spectacle que dans les parcs publics ou les hôpitaux. C'est l'occasion pour les Parisiens d'entendre des hymnes et des chants patriotiques ou de contempler les uniformes des musiciens alliés.

A l'Opéra de Paris

Il est perçu une taxe de 10% pour le droit des pauvres.

Taxe de guerre : 0,25 ct par place jusqu'à 8 francs

0,50 ct au-delà.

Les femmes ne sont admises en chapeau qu'à partir du 3^{ème} étage.

La Comédie Française

Hormis une interruption de 4 mois, la Comédie Française, 1^{er} théâtre national, continue de jouer avec des répercussions sur son fonctionnement et son répertoire soumis aux restrictions budgétaires, aux attentes du public et aux exigences de la censure.

Création d'un Théâtre aux Armées

C'est Emile Fabre, administrateur général de la Comédie Française, qui a voulu créer, à l'instar du théâtre du maréchal de Saxe au XVIII^e, un théâtre aux armées destiné à se produire au plus près du front.

Ayant obtenu les autorisations nécessaires, il a fallu trouver des fonds et recruter des comédiens.

Le 1^{er} billet de 1000 Fr est récolté chez les voisins immédiats de la Comédie Française, les Grands Magasins du Louvre.

Avec cette petite somme, on peut commencer les représentations, mais les ressources sont maigres, les artistes seront donc tous volontaires, et tout juste défrayés de leurs dépenses.

La circulation des artistes est soumise à des règles très strictes : ils sont contraints de voyager en groupe, avec des sauf-conduits, et de se soumettre à tous les contrôles discrètement exercés par les Q.G. Lors des représentations données dans le périmètre de Verdun, après la grande bataille, chaque artiste participant doit signer une lettre attestant qu'il s'y rend de son plein gré et à ses risques et périls.

Le Théâtre aux armées, malgré ses ressources indécises, fut un déploiement artistique d'envergure ; on faisait avec les moyens du bord et les moyens du bord étaient modestes.

Que faut-il retenir de cette opération singulière ?

Sans doute l'engagement de certains qui, faute de pouvoir servir la patrie dans les rangs de l'armée, ont choisi de donner un peu de joie, de plaisir et d'oubli à ceux qui pataugeaient dans la boue et le sang et qui n'étaient jamais sûrs d'être encore vivants le lendemain.

Les grandes expositions

Quelques-unes des grandes manifestations

« Les humoristes de la guerre »

64, bis Rue de la Boétie à Paris

Forain – Willette - Abel Faivre – Steinlen – Sem – Capiello - Poulbot
Au profit des veuves et orphelins et des artistes blessés.

« Les tapisseries de la Cathédrale de Reims »

Au Petit Palais à Paris en Juin 1915

Au profit d'œuvre de solidarité artistique belge et française.

« Les Peintres pendant la guerre »

Aux Tuileries Salle du Jeu de Paume à Paris

Exposition d'œuvre d'artistes actuellement sous les drapeaux
Au profit des orphelins et veuves.

La Chanson pendant la guerre

Média et air du temps, instrument de propagande, de réconfort ou de révolte, la chanson fut une actrice à part entière de la Grande Guerre.

La vie musicale en France au début du XX^e siècle est d'une grande richesse : ginguettes, cabarets, cafés-concerts, harmonies et fanfares, sociétés orphéoniques.

La musique est alors une pratique éminemment collective.

En 1914

Lorsque la meurtrière Bataille de la Marne stoppa l'avancée Allemande, tout le monde chantonna un air fleurant bon la vie sans souci d'avant sur une musique de Vincent Scotto.

« *Sous les ponts de Paris* »

*Sous les ponts de Paris, lorsque descend la nuit,
Toutes sortes de gueux se faufilent en cachette
Et sont heureux de trouver une couchette,
Hôtel du courant d'air, où l'on ne paie pas cher,
L'parfum et l'eau c'est pour rien mon marquis
Sous les ponts de Paris.*

*A la sortie d'usine, Julot rencontre Nini
Ça va t'y la rouquine? C'est la fête aujourd'hui.
Prends ce bouquet, quelques brins d'muguet
C'est peu mais c'est toute ma fortune,
Viens avec moi, j'connais l'endroit
Où l'on n'craint même pas l'clair de lune.
(etc.)*

En 1915

Chanson symbole de la guerre des tranchées.

« **La Madelon** »

*Pour le repos, le plaisir du militaire,
Il est là-bas à deux pas de la forêt
Une maison aux murs tout couverts de lierre
«Aux Tourlourous» c'est le nom du cabaret.
La servante est jeune et gentille,
Légère comme un papillon.
Comme son vin son œil pétille,
Nous l'appelons la Madelon
Nous en rêvons la nuit, nous y pensons le jour,
Ce n'est que Madelon mais pour nous c'est l'amour
Quand Madelon vient nous servir à boire
Sous la tonnelle on frôle son jupon
Et chacun lui raconte une histoire
Une histoire à sa façon
La Madelon pour nous n'est pas sévère
Quand on lui prend la taille ou le menton
Elle rit, c'est tout le mal qu'elle sait faire
Madelon, Madelon, Madelon !
(etc.)*

En 1916

Le mot « Poilu » est entré dans le langage courant, et la chanteuse Nini Pinson se fait la porte-parole de tous les Poilus avec
« *Le Cri du Poilu* »

*V'là plus d'une année
Que dans les tranchées
Nos petits soldats,
Loin de tout l' monde, sont là-bas
Seuls dans la bataille
Ils bravent la mitraille
Ils n' pensent plus à rien
Qu' à tirer sur ces sales Prussiens
Mais quand ils sont au repos
Et qu' ils n' ont plus d' flingot
Couchés sur l' dos*

*À nos poilus qui sont su' l' front
Qu' est-ce qu' il leur faut comme distraction ?
Une femme, une femme !
Qu' est-ce qui leur ferait gentiment
Passer un sacré bon moment ?
Une femme, une femme !
Au lieu d' la sale gueule des Allemands
Ils aimeraient bien mieux certainement
Une femme, une femme !
Cré bon sang ! Qu' est-ce qu' y donneraient pas
Pour t' n'ir un moment dans leurs bras
Une femme, une femme !*

Ne cherchez pas !

(etc.)

En 1917

« *La chanson de Craonne* »

Cette chanson, dont il existe plusieurs versions, symbolise la contestation des soldats et incite à la mutinerie. Elle est rapidement interdite par le Commandement et les pouvoirs politiques ; elle le restera jusque dans les temps modernes.

Quand au bout d'huit jours, le r'pos terminé,

On va r'prendre les tranchées,

Notre place est si utile

Que sans nous on prend la pile.

Mais c'est bien fini, on en a assez,

Personn' ne veut plus marcher,

Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot

On dit adieu aux civ'lots.

Même sans tambour, même sans trompette,

On s'en va là haut en baissant la tête.

Adieu la vie, Adieu l'amour,

Adieu toutes les femmes.

C'est bien fini, c'est pour toujours,

De cette guerre infâme.

C'est à Craonne, sur le plateau?

Qu'on doit laisser sa peau

Car nous sommes tous condamnés,

Nous sommes les sacrifiés!

(etc.)

En débarquant en 1917 pour participer à la Grande Guerre, les Etats-Unis ont exporté le jazz sur le sol européen. Le 369^e régiment d'infanterie possède un orchestre de musiciens de jazz : les « Harlem Hell-fighters », qui est utilisé par l'armée pour son prestige et le moral des troupes.

Ils donneront de nombreux concerts en France, enracinant ainsi cette nouvelle musique. A leur arrivée à Brest, le 1^{er} janvier 1918, ils étonnèrent la population locale en jouant une version jazzy de La Marseillaise. Et pour finir une poésie d'un Yerrois

Les Vieux

*Il oubliait son père, sa mère,
Jadis, quand il était chez eux !
Mais, depuis qu'il est à la guerre,
Le riche aussi bien que les pauvres
Pense à ses Vieux !
Il sait bien que sa mère se désole
Chaque fois qu'elle pense à son fils
Il écrit cependant qu'il rigole,
Mais çà, ils ne le croient pas que çà ce peut,
Les pauvres Vieux !
Le lit du Poilu c'est la paille,
Les draps, un couvre pied crasseux,
La soupe est pour lui ripaille,
Dans son sommeil, il est joyeux,
Il rêve aux Vieux !
Quand vient l'heure de la baïonnette,
Qu'il doit marcher contre les gueux
Voyant si son âme est bien nette,
Il élève son cœur vers les Cieux
Et pense aux Vieux !
Puis, en avant ! Sus aux canailles,
Fuyez Barbares, Boches hideux !
Mais l'enfant tombe sous la mitraille
Et dit : C'est pour la France ! Adieu !
Adieu les Vieux !*

Maurice Gossiôme

